

Où va l'URSS de Gorbatchev?

Les périls de la « perestroïka »

Pendant des décennies, les congrès du Parti communiste d'Union soviétique organisés par l'Etat étaient vus comme des non-événements à la fois en URSS et à l'étranger. Cependant, durant les derniers jours du mois de juin, partout, le monde politique était absorbé par la XIX^e conférence du PCUS. C'était la première conférence extraordinaire en quarante-sept ans. *Moscow News* (17 juillet) titraient, avec plus qu'un peu d'exagération: « Quatre jours qui ébranlèrent le monde », rappelant le livre de John Reed sur la révolution d'Octobre 1917. Après soixante ans de répression massive, cet affrontement de points de vue contraires sur la place publique, devant toute la population soviétique, doit ressembler à une révolution. Malgré les dénonciations incessantes de la « bureaucratie », le programme de *glasnost* (transparence) et de *perestroïka* (restructuration) du leader du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev, n'est pas la réponse à la crise profonde de la société soviétique engendrée par la mauvaise gestion stalinienne.

Quelques semaines avant la conférence, le rédacteur en chef d'une publication officielle de la jeunesse communiste, la *Jeune garde*, qui avait été nommé délégué, a pris la parole dans une réunion de ceux qu'il était censé représenter. Ce-

Gorbatchev avec des ouvriers du pétrole. La classe ouvrière, la force sociale décisive en URSS, n'est pas encore descendue dans l'arène politique.



pendant, ce ne fut pas une occasion heureuse pour Anatoli Ivanov qui a été retourné sur le gril et attaqué sans merci comme un stalinien « non recyclé » et un opposant à la *perestroïka*. A un certain moment, ce « rédacteur en chef de la jeunesse » âgé de cinquante-neuf

ans s'exclama: « Je suis proche de la retraite, ne vous en faites pas. » Quand Ivanov s'enfuit finalement de la réunion dans sa berline Volga noire, un travailleur plus âgé qui se trouvait là dit: « Vous savez, après une telle réunion pendant la période stalinienne, la moitié

d'entre eux seraient partis... » Et il siffla dans la direction de la Sibirie. Cette rencontre entre un bureaucrate aux vues étroites et ses « camarades » pro-*glasnost* en dit long sur l'exacerbation des tensions dans l'URSS de Gorbatchev... et la

Suite page 6

Non au poison «Produisons français» du PCF!

Une rentrée chaude, oui!

2 septembre — Le 9 mai dernier, la Bourse de Paris saluait par une hausse de 2,35% la réélection de François Mitterrand à la présidence de la République. Un an et demi après le mouvement étudiant et la grève des cheminots de l'hiver 86-

87, qui avait brisé les ailes à la chiraque revancharde, le capital jugeait que le nouveau front populaire de Mitterrand, « recentré » à la droite du PS, serait mieux capable de maintenir la « paix sociale », cet état de haute civilisation où le capital peut « pacifiquement » écorcher vive la classe ouvrière et mener à la ruine la société tout entière.

Pourtant, la bourgeoisie n'est qu'à moitié rassurée par le retour du PS aux affaires. En effet, depuis le début de l'année, le patronat

assiste avec inquiétude à une nette montée des luttes ouvrières, pour le moment sous la forme de grèves isolées mais combatives. Et rien ne prouve que les directions ouvrières réformistes réussiront à nouveau, comme après le 10 mai 81, à duper et à paralyser un prolétariat à qui les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman, Mitterrand-Fabius puis Mitterrand-Chirac n'ont pas pu infliger de défaite véritablement décisive.

Les grèves de l'imprimerie Didier et des houillères de Gardanne ont

été des symboles de cette montée des luttes: des grèves dures, isolées, mais qui ont finalement débouché sur des victoires partielles, et dont la CGT et le PCF ont assuré la direction. Ce que redoutent maintenant la bourgeoisie et son gouvernement, c'est une explosion sociale de grande ampleur qui déborderait rapidement le cadre des inoffensives et rituelles « journées d'action » PCF/CGT.

Tous les ingrédients d'un violent affrontement de classes sont en effet réunis. Tandis que la bourgeoisie continue à prêcher la « rigueur » aux ouvriers, elle engrange des profits records, encore gonflés depuis le début de l'année par une croissance économique qui devrait atteindre 3,5% en 1988. « Incontestablement », écrit le *Monde* du 30 août, « notre écono-

Suite page 4

M 2651 - 86 - 5,00 F



3792651005004 00860

Ali Mahfoufi tué par des flics

La révolte des Beurs de La Courneuve

La terreur raciste continue d'être l'effroyable quotidien des immigrés dans la France de Mitterrand. Le 5 juillet dernier, dans la Cité des 4000 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), Ali Mahfoufi, un jeune d'origine algérienne âgé de dix-neuf ans, circule dans le quartier avec un de ses copains sur une moto. Vers 20 heures 30, ils sont « interceptés » parce qu'ils « ne portent pas de casque », par deux flics en civil, circulant dans une voiture banalisée qui roule droit sur eux, leur laissant le choix entre la voiture et le trottoir. Pascal Lepage, le conducteur de la moto, évite la voiture en montant sur le trottoir; le guidon percute un panneau de signalisation contre lequel Ali est projeté. Sa tête sera fracassée. Il est transporté, dans le coma, à l'hôpital Beaujon où il mourra une semaine plus tard, le 12 juillet, sans avoir repris connaissance. Après le petit Toufik en 1983, Abdel Benyahia en 1986, Ali Mahfoufi est, en cinq ans, le troisième jeune de la Cité des 4000 à tomber, victime d'un crime raciste.

Dans la cité, c'est l'indignation et le désespoir qui règnent face à cette nouvelle atrocité raciste. Le jour même de la mort d'Ali, vers 18 heures, une trentaine de jeunes se réunissent spontanément, ne voulant pas que la mort de leur copain passe inaperçue et que ses assassins restent impunis. Ils se dirigent alors vers le commissariat pour demander des explications aux flics. En guise de réponse, ils ne reçoivent que ricanements et même une gifle. La colère est à son comble et lorsque, le mercredi 13 dans la soirée, la flicaille raciste redescend dans la cité soi-disant pour rechercher des « voleurs d'autoradios », elle est « accueillie » par une soixantaine de jeunes de la cité, à coups de pierre et de bouteille d'essence enflammée. L'affrontement durera plusieurs heures. Les jeunes sont soignés par des parents ou des amis. Des vitrines de magasin volent en éclats et des voitures flambent. Les flics quadrillent le quartier toute cette nuit et une partie de la matinée du jeudi. Le siège reprendra dans la soirée de jeudi. Cinq jeunes qui rentrent chez eux sont « interpellés ». Aucune charge n'ayant été retenue, ils seront relâchés mais après avoir été torturés par ces brutes en uniforme. Un des jeunes arrêtés, œil au beurre noir, joue écorchée, a raconté à nos camarades le traitement subi dès qu'il a été dans la fourgonnette des flics : coups de bâton sur le sexe, coups de poing, gifles et, une fois jeté à terre, ils lui ont marché sur le visage.

Cet été La Courneuve, hier Lyon, Marseille, Avignon... Partout le même scénario : crimes racistes, brimades et insultes permanentes, rodéos de flics, nostalgiques de la sale guerre d'Algérie, qui font régner la terreur dans ces tristes cités-ghettos aux logements délabrés, où le capitalisme pourrissant con-

traint de nombreuses familles ouvrières d'origine immigrée à vivre. C'est tout l'univers que peut offrir ce système de barbarie à une génération d'enfants et de jeunes, nés en France et dont les pères sont une composante importante de la classe ouvrière multiethnique qui produit toutes les richesses de ce pays. Ecoles délabrées, enseignement au rabais, exclusion prématurée vers les lycées professionnels casernes conduisant à des filières sans avenir ou à la « vie active », c'est-à-dire l'ANPE, ou dans « le meilleur des cas » à des stages « poubelles ». Il faut exiger un enseignement gratuit et de qualité pour tous ! Accès libre à l'Université ! Formation professionnelle sous le contrôle des syndicats ! A travail égal, salaire égal ! Partage du travail entre toutes les mains ouvrières !

Les explosions comme celles de



Le Bolchévik

La LTF à la manifestation contre le meurtre d'Ozgun Kemal, militant de la CGT et du PC abattu en 1984 par des nervis patronaux.

La Courneuve, cet été, sont une expression de rage légitime. Mais, tragiquement, la volonté justifiée de vouloir en découdre avec les flics assassins, de hurler sa volonté que justice soit faite, débouche le plus souvent sur des affrontements isolés et désespérés contre la flicaille arrogante qui a toujours le dessus. Pour arrêter le bras meurtrier des tueurs racistes, il faut des groupes d'autodéfense syndicats/immigrés qui défendent les quartiers immigrés; il faut des mobilisations ouvrières pour exiger : Flics hors des quartiers immigrés ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

Lorsque, le vendredi 15 juillet, nos camarades se rendent aux « 4000 » pour exprimer leur solidarité avec les victimes, les quelques jeunes rassemblés là pour essayer de continuer leur action font part de leur amertume vis-à-vis des organisations politiques et de leur méfiance de toute « récupération ».

Méfiance et amertume largement justifiées car c'est bien aux directions traîtres du mouvement ouvrier, le PS et le PCF, et à leurs suivistes d'« extrême gauche » qu'incombe la responsabilité principale de l'isolement désespéré dans lequel se trouvent les jeunes Beurs aujourd'hui. Ce qui s'est déroulé pendant les incidents à La Courneuve en est la caricature même.

En effet, aussitôt les faits connus, le PS dépêche sur place, pour éteindre l'incendie potentiel, ses « antiracistes » patentés — quatre bureaucrates de SOS-Racisme. L'accueil est plutôt frais de la part des jeunes qui les reçoivent avec des remarques du genre « les corbeaux sont là ». Dans les discussions véhémentes qui suivent entre les jeunes et les bureaucrates, un de ces derniers se met à marchander avec eux leur participation au rassemblement du lendemain en échange de la venue de journalistes que seul SOS-Racisme serait capable de faire venir. Réponse d'un jeune de la cité : « On savait bien que vous êtes venus pour faire votre coup de pub. » Portant à son comble cette caricature sinistre, un commissaire et trois flics arrivent sur les lieux et, se mêlant à la conversation, l'un d'eux conseille aux jeunes d'entrer dans SOS-Racisme ou dans France Plus ! Réponse d'un jeune : « On sait que c'est de la merde ! » Et le commissaire de conseiller à SOS-Racisme d'avoir un solide service d'ordre pour la manifestation prévue le lendemain. Le samedi 16, retour des bureaucrates de SOS-Racisme, une gerbe à la main, accompagnés de leur service d'ordre, environ une vingtaine de personnes dont Farbiaz, directeur de campagne du renégat Henri Weber, ex-dirigeant de la LCR, lors des dernières législatives. C'est ce même Weber dont le « journal de campagne » rendait fièrement compte de ses visites aux commissariats de la Seine-Saint-Denis en ces termes : « Accueilli par les commissaires Andot et Voriot, le candidat socialiste a déploré l'exiguïté et la vétusté des locaux à Pierrefitte tout en rendant hommage au dévouement et au sens du service public des fonctionnaires présents. » Après beaucoup d'hésitations mais en l'absence de toute autre perspective, 150 personnes, la plupart des jeunes, suivront cette manifestation jusqu'au lieu du meurtre où le père de la victime déposera une gerbe. Le lundi 19, une manifestation, cette fois uniquement composée d'habitants de la cité mais où nos camarades sont également présents en solidarité, réunit 200 personnes, avec à leur tête la famille de la victime et le frère d'Abdel Benyahia. Elle se rend encore au commissariat pour réclamer que justice soit rendue — triste perspective des victimes réclamant justice à leurs propres bureaux !

Il est clair que « les coups de pub » cyniques de SOS-Racisme ne font plus recette parmi les jeunes Beurs des banlieues qui voient, avec



ALI MAHFOUFI, 19 ans

juste raison, dans cette organisation une machine de guerre du PS pour canaliser leur juste colère vers la confiance dans un gouvernement soi-disant de gauche qui leur a montré depuis 1981 son vrai visage : licenciements en masse de leurs pères, expulsions massives, crimes racistes impunis favorisant la montée des fascistes. Depuis l'explosion des Minguettes en 1984 qui avait marqué leur entrée en tant que couche sociale importante sur la scène politique, ils ont fait l'amère expérience que rien n'avait changé dans la France de Mitterrand — la vie d'un chien vaut plus que celle d'un immigré ! — et qu'une carte d'identité française ne change rien pour les tueurs racistes, en uniforme ou non !

Mais ces enfants d'ouvriers savent aussi que dans ce pays la majeure partie de la classe ouvrière est dirigée par le PCF et la CGT. Le PCF, champion de la collaboration de classe, complice de la politique menée par Mitterrand depuis 1981, le parti de Vitry et de « Produisons français » qui distille dans les rangs de la classe ouvrière le social-chauvinisme, mais aussi le parti qui sait se présenter en défenseur des opprimés comme en témoigne l'activité tous azimuts des JC de Seine-Saint-Denis contre les expulsions et dont Serge Mitolo fut un symbole. Rien d'étonnant donc à ce que les jeunes de La Courneuve se soient tournés vers eux dans l'espoir d'un soutien. Mais c'est à une fin de non-recevoir qu'ils se sont heurtés. La dirigeante de l'association principale de la cité, adjointe au maire PCF de La Courneuve, leur a carrément refusé le matériel nécessaire au tirage d'un tract d'appel pour la manifestation du samedi. Mais l'abjection ne

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Antoine Clavez, Marc Delvaux, Emile Fabrol, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault.

REALISATION : Jocelyne Melies.

DIFFUSION : Wolf Soler.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie : Gaspard-Monge

55, rue du Fossé-Blanc

92230 Gennevilliers

Commission paritaire : n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Après la dernière vague de grèves

Pologne: quelle issue?

1^{er} septembre — Après des discussions avec le ministre de l'Intérieur polonais, le général Kiszczak, Lech Walesa a appelé à mettre fin aux grèves qui, depuis trois semaines, réclamaient la relégation de Solidarność. Si le régime n'a fait aucune promesse ferme concernant la levée de l'interdiction qui frappe Solidarność, c'était la première rencontre de Walesa avec des responsables gouvernementaux depuis décembre 1981, quand le gouvernement polonais dirigé par le général Jaruzelski a mis en échec la tentative contre-révolutionnaire de ce « syndicat » clérical-nationaliste de s'emparer du pouvoir.

Tel est le résultat peu concluant de la deuxième tentative, cette année, pour ressusciter Solidarność. En mai dernier, après que la vague de grèves fut retombée dans le pays, Walesa avait conduit à la défaite quelques centaines de ses partisans au chantier naval « Lénine » de Gdansk. Dans le prolétariat polonais frappé par les mesures d'austérité imposées par le FMI, le mécontentement que Solidarność avait exploité n'avait pas été apaisé. Et en août, les grèves ont repris.

La presse bourgeoise a parlé de 76 000 mineurs en grève, mais ce chiffre comprend les mineurs mis en chômage technique par les occupations de puits. Tous les témoignages indiquent que le nombre total de mineurs occupant chaque mine ne dépassait pas quelques centaines et parfois moins.

LE « COMPROMIS HISTORIQUE » IMPOSSIBLE

S'il semble que le régime stalinien à bout de souffle ait réussi à se sortir — provisoirement — d'affaire, il n'a, une fois de plus, rien résolu. Les bureaucrates polonais ne peuvent ni combattre politiquement efficacement Solidarność ni trouver une issue socialiste à la profonde crise sociale qui a provoqué l'émergence de cette organisation clérical-nationaliste.

Jaruzelski est coincé entre deux « alternatives » également désastreuses: la répression militaire ou le compromis — la recherche d'un accord qui ne peut que conforter les forces de la restauration capitaliste représentées par Solidarność. Si l'on en croit le « rapport se-

cret » du vice-premier ministre Rakowski publié par *Libération* le 1^{er} septembre, celui-ci aurait proposé en décembre dernier de nommer Walesa au conseil consultatif auprès du président du conseil d'Etat.

On peut supposer que les bureaucrates espèrent ainsi « mouiller » et discréditer Solidarność en l'associant à la mise en œuvre de la politique d'austérité antiouvrière — des mesures que ce « syndicat » tout dévoué aux créanciers impérialistes de la Pologne a toujours préconisées. « *Le pouvoir d'Etat* », écrit le magazine ouest-allemand *Der Spiegel* (29 août), « ne prendrait ainsi guère de risques s'il faisait partager la responsabilité à Solidarność. Cela serait même probablement le meilleur moyen de se débarrasser du syndicat. »

Mais en fait, il y a bien un risque. On parle beaucoup en Pologne d'un « compromis historique » qui garantirait la « paix sociale » et qui associerait le régime stalinien, Solidarność et l'Eglise. Si toutes ces forces représentent, bien que de manière différente, des agents pour le pillage du pays par l'impérialisme, elles ne peuvent cependant pas cohabiter durablement. Les bureaucrates, même aussi lamentables que ceux de Pologne, répondent en fin de compte sur des formes de propriété collectivisées, prolétariennes; Solidarność et l'Eglise qui le soutient veulent la restauration du capitalisme, ce qui ne peut signifier qu'une contre-révolution sanglante.

Si les dirigeants de Solidarność ont finalement accepté de donner tête baissée dans ce qui est de toute évidence une manœuvre cousue de fil blanc de la part de la bureaucratie, c'est aussi parce qu'ils ont pris la mesure de leur adversaire. Ils savent que l'arsenal politique du stalinisme polonais est depuis longtemps encore plus vide que sa bourse et que Jaruzelski et Cie sont incapables d'affronter politiquement Solidarność. Cherchant désespérément à échapper à la crise économique et sociale où elle a plongé le pays, la bureaucratie a en fait repris à son compte plusieurs des points clés de la plate-forme économique de Solidarność: « décentralisation » économique sapant

la planification centrale, soumission aux diktats du FMI qui exige des mesures d'austérité antiouvrière drastiques. Et le régime stalinien, profondément chauvin, ne voit aucun inconvénient (tant qu'il croit que cela ne menacera pas directement le « rôle dominant » du POUP) à accorder une place plus importante à ce pilier historique de

la dette.

Toutes les tendances, depuis les nationalistes anticommunistes les plus enragés jusqu'aux staliniens les plus durs, acceptent comme un fait accompli que la Pologne doive supporter des années de privations pour rembourser les banquiers occidentaux. Les conseillers économiques de Jaruzelski refuseraient



Der Spiegel

La vague de grèves a commencé, le 15 août, à la mine de Jastrzebie.

la réaction et de l'antisémitisme qu'est l'Eglise catholique. (L'agitation antisémite actuelle est protégée par la hiérarchie de l'Eglise, mais aussi tolérée par les staliniens, qui organisèrent en 1968 une purge antisémite et élevèrent au rang de conseiller d'Etat Boleslaw Piasecki, dirigeant de la Falanga fasciste de l'entre-deux-guerres.) On rapporte qu'au début de l'année le régime a proposé à l'Eglise un paquet de sièges au Parlement pour la création d'un parti « démocrate chrétien ». Bien que le Parlement n'ait aucun pouvoir réel, ceci fournirait à l'Eglise une tribune supplémentaire pour diffuser son obscurantisme médiéval. En attendant, des journaux catholiques d'« opposition » comme *Tygodnik Powszechny* sont légaux.

POUR LA REVOLUTION POLITIQUE PROLETARIENNE !

Et le régime stalinien de Jaruzelski et l'opposition de Solidarność servent de courroies de transmission au capital financier international à l'intérieur de la Pologne. A l'apogée de sa puissance, en 1981, Solidarność réclamait l'adhésion de la Pologne au FMI, adhésion que Jaruzelski réalisa quelques années plus tard. Ainsi, la classe ouvrière polonaise est totalement privée d'une direction pour résister à la rapacité des banquiers occidentaux.

Le désespoir économique pousse les ouvriers polonais à lutter. Cependant, il ne pourra être question de rétablissement économique tant que le surplus produit par les ouvriers polonais sera livré aux requins impérialistes de la finance. Pourtant, en Pologne aucun groupe politique ne réclame l'annulation de

comme complètement irréaliste toute idée d'annuler la dette. Les banquiers déclencheraient des représailles en organisant un boycott des exportations polonaises sur les marchés occidentaux. La Pologne ne pourrait alors pas payer des importations vitales de produits alimentaires et de matières premières. Son économie s'effondrerait totalement. De plus, on ne peut espérer aucune aide économique de la part de l'Union soviétique, en particulier sous Gorbatchev, avec sa politique de « désidéologisation des relations internationales ». En fait, Gorbatchev serait catégoriquement opposé à l'annulation par la Pologne de sa dette envers ses créanciers occidentaux.

Tout cela prouve qu'il n'y a pas de solution à la crise polonaise dans le cadre du nationalisme ou du stalinisme. Seule une révolution politique prolétarienne peut libérer la Pologne du FMI, parce que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire peut avoir prise sur la situation internationale pour contrer les représailles impérialistes.

Le contre-coup d'Etat du général Jaruzelski de décembre 1981, qui avait empêché, au dernier moment, Solidarność de se lancer à l'assaut du pouvoir, n'avait fait, en retour, que geler la situation. Ce qui est nécessaire en Pologne, c'est une bataille politique pour ne pas laisser les masses ouvrières dans les griffes de réactionnaires comme Walesa et le pape Wojtyla en combattant la bureaucratie. Le fait que la répression qui avait suivi l'instauration de l'« état de guerre » fut relativement peu brutale laissait une possibilité pour la création en Pologne de cellules

Suite page 11



Sans crédit



Felicio/Olympia

(A gauche) Walesa et l'argent occidental. (A droite) Jaruzelski à la recherche d'un impossible « compromis historique » avec l'Eglise pro-capitaliste.

Rentrée chaude...

Suite de la page 1

mie [...] se porte aussi bien que possible ».

Mais que les travailleurs ne se réjouissent pas trop vite : M. François Périgot, le président du CNPF, a calculé que « les salariés ont déjà eu leur juste part de la prospérité retrouvée » (*L'Humanité*, 4 juillet). Les « experts » de la bourgeoisie, d'accord avec le ministre « socialiste » de l'économie, ont en effet prouvé de manière irrefutable que si jamais, par malheur, ceux qui créent de leurs mains les richesses de ce pays s'avisent de vouloir bénéficier si peu que ce soit de cette « prospérité retrouvée », celle-ci disparaîtrait comme par enchantement.

CHOMAGE, MISERE ET SEGREGATION RACISTE

En son temps, Marx avait déjà remarqué que pour la bourgeoisie et ses « savants » appointés, « *richesse de la nation et misère du peuple, c'est, par la nature des choses, inséparable* » (*le Capital*). La France « prospère » de 1988 offre le terrifiant spectacle d'une société ravagée par le chômage, la misère, la ségrégation et la terreur racistes. On compte officiellement près de deux millions et demi de chômeurs, plus de 10% de la population active (trois millions et demi si on

jour d'hui, dans tout le pays, à mobiliser les ouvriers arriérés, les éléments déclassés et les petits-bourgeois ruinés par le grand capital pour les organiser en sections d'assaut anti-immigrées et anti-ouvrières.

Ils n'y ont pas encore, pour l'instant, réussi. Les libéraux bourgeois, les antiracistes bien-pensants se sont sentis lâchement soulagés après les élections législatives ; les 14% de Le Pen, par le jeu d'une manipulation cynique du système électoral, n'ont pas eu de représentation parlementaire. Pourtant, pour tout ouvrier conscient, pour tout citoyen décent qui veut bien regarder ce qui est, les fascistes n'ont pas disparu. Et Le Pen va tenter, avec une chance sérieuse de réussite, de s'emparer de la mairie de Marseille et l'utiliser comme une formidable base d'appui pour ses sinistres plans. Il faut dès aujourd'hui des mobilisations ouvrières/immigrées de masse, basées sur les syndicats, pour écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent !

Si la bourgeoisie verse à l'occasion quelques larmes philanthropiques sur le drame du chômage, elle ne s'en inquiète en fait réellement que quand la misère des masses finit par mettre en péril la « paix sociale ». Car le terrible gâchis d'existences humaines et de forces productives que représente l'existence d'une armée de réserve industrielle de millions d'ouvriers



J. Langevin/Syigma

Un symbole de la montée de luttes ouvrières isolées et combattives : à l'imprimerie Didier, les ouvriers du Livre-CGT ont mis en échec une provocation patronale.

chômeurs ne touchant aucune allocation. Ces couches de la classe ouvrière ont aussi été, ces dernières années, particulièrement victimes de la rapacité patronale. Une étude récente révèle que « les jeunes âgés de vingt et un à vingt-cinq ans gagnaient en moyenne 58% de plus que le SMIC en 1973, et 35% [de plus] seulement en 1985 » (*le Monde*, 24-25 juillet). Sur dix « emplois » occupés par des jeunes de seize à vingt-quatre ans, près de quatre sont aujourd'hui des TUC, SIVP et autres « stages » ou des emplois « précaires », alors que d'après l'INSEE, « 60% des stagiaires et des apprentis déclarent percevoir une rémunération inférieure à 1500 francs par mois pour un horaire hebdomadaire moyen de trente heures » (*L'Humanité*, 7 juillet).

Parmi ces jeunes sacrifiés, les Beurs sont particulièrement touchés. Dans les banlieues, les enfants d'immigrés se voient rejetés de l'enseignement secondaire, coupés du marché du travail, ségrégés dans les cités-ghettos inhumaines.

Alors qu'aucun politicien bourgeois ou social-démocrate ne se hasarde plus même à promettre une baisse du chômage, *le Monde* exprime l'opinion générale de la bourgeoisie quand il écrit : « *Le retour à la situation de plein emploi s'avère impossible, et pour longtemps. Les objectifs nécessairement ambitieux de croissance qu'il faudrait atteindre sont jugés irréalistes et, d'ailleurs, supposeraient des performances inconnues depuis des années* » (*le Monde*, 14 juin). En fait, la bourgeoisie envisage le plus calmement du monde de « subir » d'ici vingt ans un taux de chômage qui dépasserait 20%.

Si la « prospérité retrouvée » de l'économie française ne rend pas les patrons moins avides, elle les rend du moins plus vulnérables. Depuis le début de l'année, la production industrielle augmente au rythme de 6% par an, et l'industrie française, après des années de « restructurations »-destructions et de licenciements massifs (130 000 emplois industriels supprimés rien qu'en 1987), a du mal à faire face à la demande du marché intérieur et mondial. Du coup, les ouvriers qui ont échappé au licenciement commencent à relever la tête. Les grèves isolées mais combattives se multiplient.

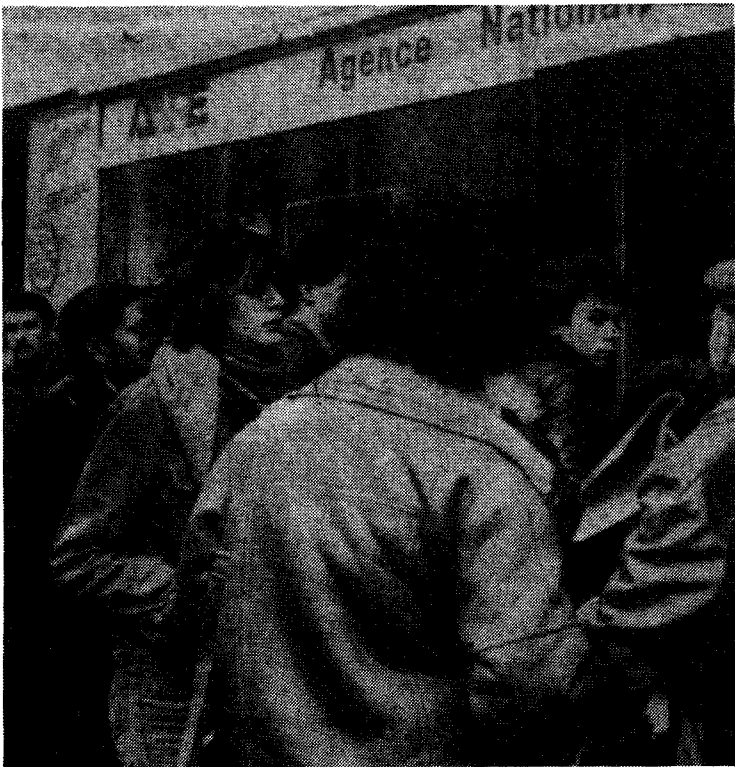
Aujourd'hui, les travailleurs de ce pays peuvent et doivent se mobiliser et lutter tous ensemble autour de revendications d'urgence : arrêt immédiat de tout licenciement,

échelle mobile des salaires et des heures de travail — c'est-à-dire indexation intégrale des salaires sur les prix et partage du travail disponible entre toutes les mains ouvrières —, et pour commencer augmentation immédiate, générale et substantielle des salaires pour rattraper ce que les patrons et leurs gouvernements nous ont extorqué depuis des années. Abolition des TUC et autres SIVP ! A travail égal, salaire égal ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

Cette nécessaire contre-offensive ouvrière trouvera nécessairement en travers de sa route le gouvernement Mitterrand-Rocard et sa politique de « rigueur » antiouvrière. Dans une telle situation, un parti révolutionnaire a un rôle crucial à jouer, en donnant aux travailleurs un programme qui leur permettra de balayer cet obstacle en luttant pour un gouvernement ouvrier, pour exproprier la bourgeoisie et entreprendre la reconstruction socialiste de la France dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

ASSEZ DE COLLABORATION DE CLASSE !

Le PCF, s'il a pu ces derniers mois diriger avec succès des grèves isolées, défend une perspective radicalement opposée : il cherche à s'appuyer sur la montée actuelle des luttes ouvrières pour forcer la porte du gouvernement Mitterrand et recommencer 81. Après avoir voté une nouvelle fois pour Mitterrand puis pour les candidats du front populaire PS-MRG-« centristes », les dirigeants du PCF répètent maintenant sur tous les tons qu'« il existe une majorité de gauche à l'Assemblée ». Dans son discours de pré-rentrée, Marchais se prononce pour le « rassemblement des forces de gauche, pour une politique de gauche », précisant : « *Puisque la droite est minoritaire à l'Assemblée nationale, avons-nous dit, un gouvernement menant une politique nouvelle peut y disposer d'une majorité solide. Et nous avons précisé que, pour mettre en œuvre une telle politique, nous étions prêts à prendre nos responsabilités, jusqu'à la direction des affaires du pays* » (*L'Humanité*, 19 août). On est loin des hypocrites dénonciations « autocritiques » de la politique « d'union au sommet » au moment du 27^e Congrès. Aujourd'hui, Lajoinie déclare même carrément que « *la relance de l'union de la gauche serait opportune, et nous sommes disponibles* » (*L'Humanité*,



André Nicole

Alors que le chômage atteint (officiellement) le taux de 10,4% chez les moins de 25 ans, il touche 16% des hommes et près de 28% des femmes.

ajoute les TUC, SIVP et autres emplois bidon, estime la CGT) ; près de 800 000 d'entre eux sont au chômage depuis plus d'un an, sans compter ceux qui ont abandonné définitivement tout espoir de trouver un travail. Cette année, le gouvernement Rocard se donne pour objectif de limiter (à coups de « traitement social » et de manipulation statistique) l'augmentation du nombre de chômeurs à 150 000 au lieu des 250 000 prévus !

Dans la France de 1988, des couches entières de la population s'écroulent dans l'enfer du paupérisme, la misère absolue et son cortège d'horreurs. On compte plus d'un million de chômeurs non indemnisés. Au moins 500 000 personnes « vivent » avec moins de 2 000 francs par mois (deux millions et demi si on ajoute les couples survivant avec un seul SMIC), et le nombre de sans-abri augmente sans cesse.

Cette destruction du tissu social offre évidemment un terrain propice à la démagogie des fascistes. Sur la base de leurs succès électoraux, Le Pen et ses acolytes travaillent au-

sans travail constitue, sous le capitalisme, pour reprendre les termes employés par Marx « *le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement intégral* » (*Ibid.*) Car l'accroissement de l'armée de réserve des chômeurs marche de pair avec celui de l'exploitation : « *L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital* » (*Ibid.*)

Ce sont les jeunes et les femmes qui sont les plus touchés par le chômage : le taux de chômage des moins de vingt-cinq ans atteignait, en juillet dernier, plus de 16% pour les hommes, et près de 28% pour les femmes. Sur les 1 131 300 demandeurs d'emploi officiels qui ne touchaient plus d'indemnités en juin 87, 62,2% étaient des femmes. Toujours à la même date, l'UNEDIC comptabilisait 54,5% de jeunes

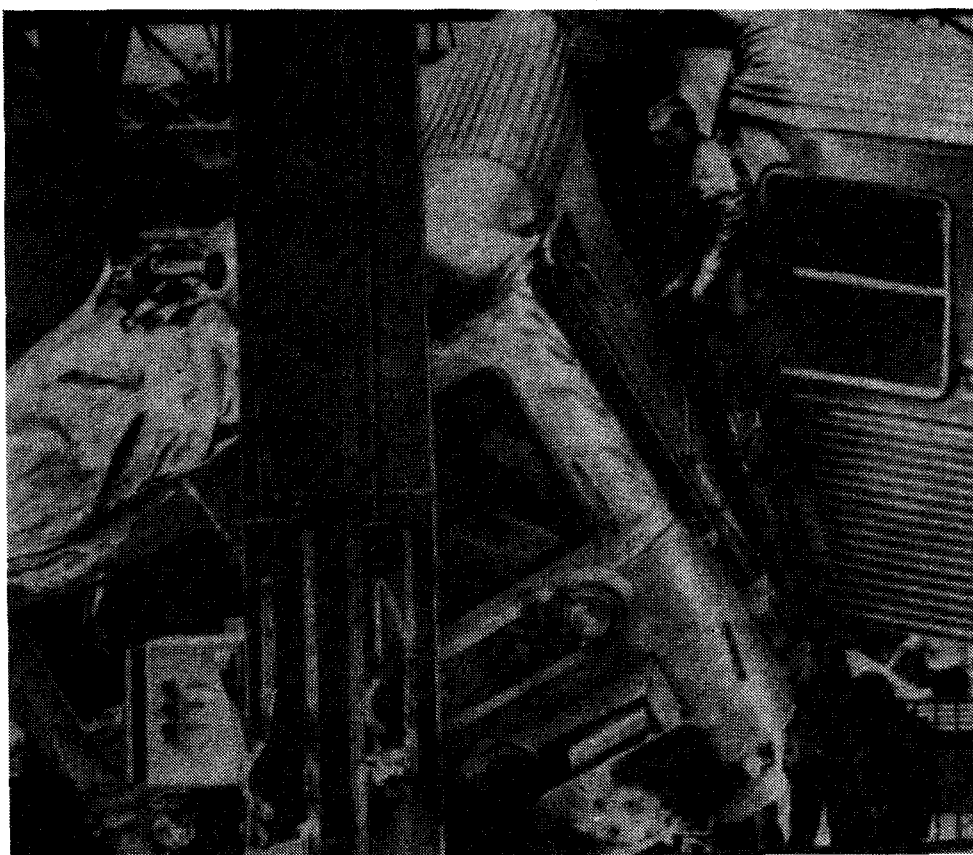
SNCF : gare de Lyon, gare de l'Est

Pas des accidents, des crimes!

Gare de Lyon, à Paris, le 27 juin : cinquante-six tués, trente-deux blessés dans la collision d'un train en rupture de freins avec une rame à quai. Trois semaines après, le 19 juillet, un autorail heurte, à la sortie de la gare de Toulouse-Matabiau, un train arrêté en pleine voie à la suite d'un incident de freins. Seize blessés. Et le 6 août, à Paris-Est, un autre « train fou » s'écrase sur le butoir qu'il arrache de sa dalle de béton. Un mort, cinquante-sept blessés. L'été 88 vient de rejoindre en horreur l'été 85, où les « accidents » ferroviaires avaient tué plus de quatre-vingt passagers. Longtemps considérée comme un modèle d'efficacité et de sécurité, la SNCF, de « fleuron » de l'économie française, est en passe de devenir dans ce pays un symbole de la décomposition capitaliste.

L'« accident » de la gare de Lyon est la catastrophe la plus tragique du rail en France depuis 1972 (où plus de cent personnes avaient péri dans l'éboulement d'un tunnel, mal entretenu, à Vierzy). Une demi-heure avant, le train venant de Melun est arrêté, à huit kilomètres de Paris, par un signal d'alarme. Le conducteur, après l'avoir réarmé, constate un blocage des freins. Selon *le Monde* du 9 août, pensant que les réservoirs d'air comprimé qui commandent les mâchoires des freins sont en surpression et donc empêchent le déblocage, il libère la pression. Il vérifie ensuite le manomètre : pression normale. Il repart.

En réalité, la pression n'est normale que pour la motrice, pas pour le reste du train. Ce qu'il ne peut savoir, c'est que la vanne qui contrôle la circulation d'air comprimé entre la motrice et les sept autres voitures est fermée, et ses manœuvres — réglementaires — n'ont



Paris, gare de l'Est, 6 août — Un train fou s'écrase sur un butoir. Un mort, 57 blessés victimes du sacrifice de la sécurité à la rentabilité capitaliste.

fait que chasser toute pression des freins de ces sept voitures. C'est seulement quand s'amorce la descente vers la gare souterraine de Paris-Lyon qu'il s'aperçoit que les freins ne répondent pas. L'actionnement du ralentisseur électrique et du frein à vis de parking ne peut que réduire la vitesse. Il lance un appel radio pour faire dégager la gare et donne la consigne à ses passagers de se serrer à l'arrière de la voiture. De nombreuses vies seront ainsi sauvées. Mais la collision est inévitable avec un autre train de banlieue à quai, sur la même voie, bondé de voyageurs. Il est 19 h 08. A soixante-dix kilo-

mètres-heure, la voiture de tête du Melun-Paris éventre littéralement la première voiture à l'arrêt. Le cauchemar.

D'autant plus que le travail des secours est difficile dans cette gare, en sous-sol, qui, comme le dit le général Godon, commandant des pompiers de Paris (qui ne pourront utiliser ni grue ni système de levage), est « impossible d'accès » : « S'il y avait des blessés sous l'amas de ferraille, juste après la collision de 19 h 10, ils sont décédés à cette heure-ci, écrasés » (*le Monde*, 29 juin).

Ce drame épouvantable n'est pas un accident, c'est un crime — le

sacrifice délibéré de la sécurité à la rentabilité capitaliste. On pouvait éviter ce drame. Costet lui-même, directeur général de la SNCF, explique — après coup — que la SNCF a « dans l'idée de multiplier les boucles de sécurité, en plaçant dans la cabine des indicateurs de pression des freins de la dernière voiture du train et des indicateurs de position des mâchoires de freins » (*le Monde*, 9 août). Le conducteur du Melun-Paris aurait ainsi tout de suite su le problème de freins. Par ailleurs, « il ne semble pas y avoir de redondance sur les freins des trains français » (*le Monde*, 30 juin). Autrement dit, si le circuit de freinage vient à se vider, aucun dispositif sérieux ne permet de freiner correctement.

De même, l'« accident » de la gare de l'Est du 6 août aurait pu être évité si le train avait été équipé du système dit d'asservissement freinage traction qui coupe la traction lors de la mise en action du frein automatique. Ce jour-là, en effet, alors que le conducteur a correctement actionné le freinage normal et le freinage d'urgence, le moteur de la machine a continué à pousser — comme si sur une automobile on se mettait à freiner sans pouvoir lever le pied de l'accélérateur. Uniquement un tiers environ du parc de la gare de l'Est est équipé du système d'asservissement freinage traction. A la suite d'un « accident » il y a deux ans, en banlieue encore, la SNCF avait lancé une chaîne spéciale pour équiper de ce système. Mais, pour raison d'« économies », la direction a stoppé la chaîne début mars...

A chaque fois, la direction invoque l'« erreur humaine ». Cet été a vu aussi les procès des cheminots pour les catastrophes de 1985 : la collision de Flaujac et le déraille-

Suite page 11

30 juillet).

Evidemment, Marchais et Cie continuent à prétendre qu'il ne s'agit pas de « refaire 1981 ». Mais quand le secrétaire général du PCF déclare d'un air entendu que : « Personne ne me convaincra que l'on peut faire une politique de gauche favorable aux intérêts populaires, en alliance avec des forces de droite » (*l'Humanité*, 19 août), on peut à bon droit lui demander s'il croit possible de faire une politique « favorable aux intérêts populaires » en alliance avec un François Mitterrand.

En fait, si jamais Mitterrand se décide à associer les dirigeants du PCF à la « direction des affaires du pays », ce sera, comme en 81, pour qu'ils l'aident à faire son « sale boulot » antiouvrier en faisant se tenir tranquilles les travailleurs. Et c'est là le rôle des alliances de collaboration de classe, les fronts populaires et autres union de la gauche. Et si le PCF restait comme aujourd'hui dans l'antichambre du front populaire, il ne serait pas moins lié pieds et poings au char mitterrandesque. Peut-on imaginer un seul instant que ses dirigeants puissent « faire le jeu de la droite » en mettant en péril, qui plus est à quelques mois des élections municipales de 89, le gouvernement Mitterrand qu'ils ont

contribué à mettre au pouvoir ?

« PRODUISONS FRANÇAIS », UN POISON MORTEL

Quant à la fameuse politique « de gauche » que le PCF propose pour son futur (et hypothétique) front populaire avec le PS et la bourgeoisie « de gauche » (le « rassemblement populaire majoritaire »), elle est aussi funeste qu'utopique. Le mot d'ordre chauvin « Produisons français », qui en constitue le pivot, dresse les ouvriers français contre leurs frères de classe allemands, américains, japonais, coréens (ou même polonais ou russes). En les précipitant dans les bras de « leurs » patrons pour défendre « leurs » marchés contre les capitalistes étrangers et contre les travailleurs du reste du monde, il justifie la collaboration de classe sous les formes les plus grossières. Ainsi, après l'annonce de l'achat à l'étranger de micro-ordinateurs pour l'Education nationale, *l'Humanité* a soutenu chaudement la protestation adressée au gouvernement par le cartel des patrons français de l'informatique : « La récente démarche patronale — une fois n'est pas coutume — donne, à sa manière, raison à la CGT et au PCF qui défendent ardemment les produits français. Raison de plus pour annuler ce

contrat. Et, pour que ce marché revienne aux Français, il faut que les sociétés nationales discutent avec les salariés des fonds qu'elles ont reçus pour être compétitives » (*l'Humanité*, 1^{er} septembre).

Peu de temps auparavant, le PCF avait organisé l'envoi au Ministère de l'Education nationale de délégations de salariés du groupe Bull pour exiger la « préférence nationale » pour les marchés publics (*l'Humanité*, 26 août). Les dirigeants du PCF ne peuvent pas ignorer que la « préférence nationale » est le cri de guerre de Le Pen pour demander le renforcement et la généralisation de la ségrégation anti-immigrés ! Marchais et Cie entrent sciemment en concurrence avec le *Führer* du Front national sur le terrain du chauvinisme, un terrain où les fascistes sont toujours les plus forts avec leur démagogie plus simple — et finalement plus conséquente.

Le PCF n'est pas un endroit pour un communiste ! Il faut aux travailleurs et à tous les opprimés de ce pays un parti authentiquement communiste et internationaliste, un parti léniniste-trotskyiste qui, contre la collaboration de classe sous toutes ses formes, luttera pour un gouvernement ouvrier. Un parti qui exigera les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs

immigrés et leur famille, qui combattra la ségrégation raciste sous toutes ses formes. Un parti qui organisera des mobilisations ouvrières/immigrées de masse pour écraser la vermine fasciste. Un parti qui défendra l'URSS et les autres Etats ouvriers contre les fauteurs de guerre impérialistes de Washington comme de Paris — la section française de la Quatrième Internationale reforgée que nous devons aujourd'hui construire. ■

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30F pour 10 numéros (incluant *Spartacist*)
Hors Europe : 40F (par avion : 60F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

Ecrire au Bolchévik :
B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Les périls de la «perestroïka»

Suite de la page 1

peur répandue d'un retour à un passé sombre et pas si lointain.

Quand Gorbatchev, à l'origine, appela à la conférence, il y a plus d'une année, on s'attendait à ce qu'elle soit l'occasion d'un triomphe pour la «perestroïka politique» avec ses hommes remplaçant les survivants de l'ère Brejnev au comité central. Mais les apparatchiks conservateurs ont réussi une contre-mobilisation efficace. Beaucoup d'intellectuels éminents, partisans de la perestroïka, étaient ostensiblement non choisis comme délégués. Les gorbatchéviens étaient furieux et amers. A travers toute l'URSS, de Leningrad à Magadan, des milliers de personnes ont défilé devant les sièges du parti communiste en scandant: «*Nous avons été escroqués*» dans les élections de délégués. A Iaroslavl, les manifestants portaient des banderoles demandant: «*Camarades du comité régional, nous sommes pour la perestroïka! Et vous?*» A Omsk, sept mille personnes ont bloqué le stade de football «Dynamo» pour protester contre les dirigeants locaux du parti qui ont imposé leurs candidats. Au square Pouchkine à Moscou, les clubs non officiels Dignité civique et Commune ont organisé une manifestation où ils portaient des drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau et scandant le mot d'ordre: «*Tout le pouvoir aux soviets!*»

Ces protestations ne sont pas celles de quelque centaines de «dissidents» pro-occidentaux anticommunistes montées en épingle par les impérialistes. Elles ne représentent pas non plus une opposition révolutionnaire à la bureaucratie stalinienne dirigeante. Les «soviets» auxquels les gorbatchéviens veulent donner «tout le pouvoir» n'ont rien à voir avec les conseils ouvriers révolutionnaires de 1917; aujourd'hui, ils ne sont plus que de simples chambres d'enregistrement législatives. Comme le soulignait le journal américain *Business Week* du 27 juin: «*Gorbatchev prépare une feinte contre la bureaucratie du parti*» en donnant un poids plus grand au gouvernement et à la bureaucratie techno-

cratique. Mais avec des milliers de personnes qui manifestent dans la rue, débattent bruyamment de ce qui était précédemment gardé étroitement comme «affaires d'Etat», cela pourrait éveiller des espérances que les dirigeants du

«années de la stagnation» sous Brejnev par l'augmentation des cadences, les licenciements massifs, l'inflation et les coupes sombres dans les programmes sociaux. La plupart des éléments de l'intelligentsia gorbatchévienne — les

révolutionnaire», ce sur quoi toutes les tendances de la bureaucratie semblent se quereller, c'est qui obtiendra le plus de qui; il leur manque complètement tout sens des fondements internationalistes de l'Etat soviétique. Les technocrates veulent serrer la vis aux ouvriers, les petits profiteurs veulent des roubles faciles et les ouvriers et les travailleurs des fermes collectives veulent maintenir, à juste titre, le niveau de vie qu'ils ont déjà et qui est loin d'être extravagant. Dans le prolétariat soviétique, il y a un profond réservoir d'égalitarisme, héritage de la Révolution de 1917. Mais le «socialisme dans un seul pays» — programme de Staline et de Boukharine (aussi bien que celui de Khrouchtchev, de Brejnev et de Gorbatchev) — est une cruelle tromperie. Les intérêts des masses soviétiques ne peuvent être défendus que par un programme de révolution socialiste mondiale, laquelle créera les bases d'une économie planifiée internationale et éliminera la pression déformante de l'encerclement impérialiste sur l'Etat soviétique.

Au lieu d'un retour à la démocratie soviétique et à l'internationalisme révolutionnaire des bolchéviks sous Lénine et Trotsky, la «réforme» bureaucratique de Gorbatchev s'oriente dans la direction opposée, allant vers des concessions plus grandes aux impérialistes à l'étranger et minant les acquis socialistes à l'intérieur. Ce qui est nécessaire, c'est une révolution politique authentique du prolétariat de tous les peuples soviétiques pour chasser la caste bureaucratique étouffante dont la domination prolongée met en danger la patrie de la révolution d'Octobre. Par-dessus tout, cela requiert la direction d'un parti léniniste-trotskyiste capable de défendre et d'étendre les acquis de la première révolution ouvrière de l'Histoire.

REMOUS AU SOMMET ET A LA PERIPHERIE

Les fissures dans l'oligarchie du Kremlin étaient exposées tout à fait ouvertement à la conférence. Gorbatchev a invectivé ses opposants conservateurs pour leurs «tentatives directes de dénaturer le sens



A la XIX^e conférence du PCUS de juin, Gorbatchev (en bas à droite) avec lakovlev, l'homme lige de la «perestroïka», et avec le tenant de la «ligne dure», Ligatchev.

Kremlin ne peuvent pas satisfaire. Et si derrière le «léninisme» prêché par la bureaucratie comme la camisole de force idéologique du régime stalinien les travailleurs soviétiques redécouvrent ce que représentait réellement le Lénine vivant et ce pour quoi il a lutté, le résultat serait explosif.

Jusqu'à présent, au milieu de toute cette agitation, la force sociale décisive en Union soviétique — la classe ouvrière — n'est pas encore descendue dans l'arène politique; et ce n'est pas par hasard. La perestroïka est un programme antiouvrier, visant à surmonter les

«yuppies» de la Russie — ont un profond ressentiment vis-à-vis des valeurs égalitaires de la classe ouvrière et de son attachement à la sécurité économique. D'un autre côté, les apparatchiks conservateurs veulent par-dessus tout défendre le contrôle rigide de l'élite bureaucratique (la *nomenklatura*) dans tous les aspects de la vie sociale. Le prolétariat soviétique est trop puissant socialement et les questions en jeu l'affectent trop directement pour qu'il reste passif.

Malgré toute la rhétorique sur la «transparence», le «pouvoir soviétique» et le «changement ré-



New York Times



Podlesnov/Moscow News

A gauche, manifestation pro-Gorbatchev devant le siège du parti à Irkoutsk. A droite, des Moscovites s'insurgeant contre la sélection des délégués à la conférence.

de la réforme». Un délégué de l'Oural a provoqué un tollé en appelant à la démission du dirigeant soviétique de longue date Andreï Gromyko qui, en tant que président du Présidium du Soviet suprême, est, en titre, le chef de l'Etat soviétique. L'influent économiste de la « réforme » Leonid Abalkine demandait d'une manière rhétorique: « *Pouvons-nous, tout en maintenant l'organisation soviétique de la société et le système du parti unique, assurer une organisation démocratique de la vie sociale?* » En réponse, Gorbatchev a reproché à son conseiller son manque de foi dans le système communiste.

Les délégués ont aussi assisté au pugilat politique, longuement attendu, entre Boris Eltsine et Egor Ligatchev, le favori des apparatchiks conservateurs. Le belliqueux Eltsine a été chassé de son poste de patron du parti à Moscou, l'automne dernier, pour avoir poussé trop loin et trop rapidement la ligne de la réforme. Quand Reagan était en visite à Moscou, en mai dernier, Eltsine a convoqué une conférence de presse et a déclaré aux journalistes occidentaux que Ligatchev, chef de l'appareil du parti, était un opposant camouflé à la *perestroïka* et devrait être déchargé de ses fonctions. Eltsine a fait cet appel à la conférence: « *La réhabilitation après cinquante ans est devenue maintenant chose habituelle... Je demande ma réhabilitation politique pendant que je suis encore en vie* » (*New York Times*, 2 juillet). Jusqu'à maintenant, il ne l'a pas encore obtenue. Quant à Ligatchev, il a rendu coup pour coup en présentant Eltsine comme une « *force de démolition* » qui considère que « *le travail du peuple et du parti est vain* ».

Dans l'ensemble, Gorbatchev s'est livré à un délicat exercice d'équilibriste, cherchant à se hisser à la manière bonapartiste au-dessus des factions bureaucratiques en lutte. En l'occurrence, la conférence ne fut ni un triomphe pour les conservateurs ni un recul pour Gorbatchev. Les principales propositions qui se sont dégagées de la conférence ont été celles d'une nouvelle présidence « forte » sur le modèle gaulliste français ou sur le modèle américain et un super-Parlement gigantesque combinant les « soviets » bureaucratiques avec les représentants des organisations de masse (vraisemblablement pro-Gorbatchev). Le dessein arrêté est de se donner un mécanisme permettant de stimuler ou de court-circuiter un appareil du parti connu pour sa léthargie. Alors que les niveaux supérieurs du parti et des bureaucraties d'Etat (la *nomenklatura*) sont étroitement imbriqués, beaucoup de fonctionnaires des niveaux inférieurs sont des intellectuels et des technocrates non membres du parti qui sont des gorbatchéviens.

Sans doute Gorbatchev cherche-t-il aussi à se protéger d'un sort analogue à celui de Khrouchtchev qui a été congédié par ses collègues de la direction du parti. (Ligatchev rappelait fort à propos à la conférence que c'était avec son soutien et celui de Gromyko que Gorbatchev avait été investi.) Mais la mise en place d'un Parlement singeant les moulins à paroles bourgeois corrompus d'Europe occidentale n'est guère une étape vers une démocratie soviétique authentique.

L'agitation au sommet de la hiérarchie du Kremlin s'est étendue à l'intelligentsia et aux républiques nationales de l'Union soviétique. Les semaines précédant la confé-

rence, la minuscule soi-disant Union démocratique (dont certains dirigeants reçoivent des fonds du relais notoire de la CIA, le National Endowment for Democracy) a organisé des manifestations au centre de Moscou avec comme mots d'ordre: « *A bas la tyrannie!* », « *A bas le KGB!* » En une autre occasion, un autre groupe non officiel s'est aussi montré, portant des portraits de Marx, de Lénine et de Gorbatchev et une grande banderole qui disait: « *Le socialisme, pas le stalinisme.* » La police, ne pouvant savoir qui ils étaient, les laissa tranquilles. Pendant ce temps-là, dans la ville géorgienne de Gori —

affrontements violents entre les troupes de l'armée soviétique et les manifestants qui essayaient de fermer l'aéroport de la capitale d'Arménie, Erevan. En réponse, une session d'urgence du Présidium du Soviet suprême d'URSS a été convoquée et, le 18 juillet, elle rejetait la revendication arménienne sur le Nagorny-Karabakh.

Cette décision fut annoncée lors de la retransmission télévisée de trois heures des débats du Soviet suprême au cours desquels Gorbatchev a lancé une sévère mise en garde aux dirigeants arméniens et azeris pour avoir attisé la rancœur nationaliste. En réponse, plus de



Manifestation arménienne à Moscou. Le programme de la « perestroïka » exacerbe les tensions nationales en URSS.

ville natale de Staline —, des exemplaires des *Enfants de l'Arbat* d'Anatoli Rybakov, roman fort sur les débuts de la terreur stalinienne, étaient brûlés par de jeunes adorateurs de Staline.

L'agitation politique la plus spectaculaire et la plus explosive a eu lieu dans les régions balte et caucasienne. En février, un conflit national violent a éclaté entre Arméniens et Azeris à propos du statut de la région autonome du Nagorny-Karabakh. Depuis, un grand nombre de personnes ont été tuées au cours d'émeutes communautaires, alors que l'Arménie était paralysée par des manifestations et des grèves massives. Ces protestations furent suspendues pour la durée de la conférence du parti. La conférence n'ayant pas satisfait les revendications arméniennes, les protestations ont repris de plus belle. Une personne fut tuée et trente autres blessées dans des

deux cent mille manifestants envahissaient le centre d'Erevan et huaient le dirigeant du Parti communiste arménien Souren Aroutiounian chaque fois qu'il essayait de prendre la parole. Vers la fin du mois de juillet, des dizaines de milliers de personnes continuaient à manifester chaque nuit. Le Nagorny-Karabakh, qui était paralysé par une grève générale de deux mois, est virtuellement sous le coup de la loi martiale, avec les troupes soviétiques fouillant les voitures et les camions à la recherche d'armes. Les ouvriers imprimeurs du journal *Sovietski Karabakh* ont refusé de publier la décision du gouvernement central. Au même moment, à Moscou, les autorités ordonnaient l'expulsion de l'agitateur nationaliste arménien le plus en vue, Parouïr Aïrikian, qui était simultanément déchu de sa citoyenneté soviétique.

L'agitation nationaliste a égale-

ment touché les républiques baltes. Le groupe « Nations captives » de la CIA a longtemps rêvé de démembrement contre-révolutionnaire de l'Union soviétique. En juin dernier, des milliers de personnes ont défilé à travers la ville de Riga en chantant l'hymne national lituanien et en portant des drapeaux de l'Etat lituanien indépendant bourgeois des années de l'entre-deux-guerres. Dans l'Estonie voisine, l'intelligentsia gorbatchévienne a constitué un « Front populaire », non lié au PC, qui a organisé, le 17 juin, un rassemblement de masse réunissant cent cinquante mille personnes autour de la revendication d'une autonomie économique complète de l'Estonie. Proposé à l'origine par un des intellectuels vedettes de la *perestroïka*, la sociologue Tatiana Zaslavskaja, de telles organisations peuvent facilement échapper au contrôle du Kremlin. En réalité, ce « Front populaire » est un front pour une résurgence du nationalisme. Les manifestants avaient défilé derrière le drapeau de la république estonienne de l'entre-deux-guerres, qui avait mis les communistes hors-la-loi, exclu les juifs des universités par le *numerus clausus*, et constituait un bastion de la réaction des Gardes blancs.

Ce nationalisme qui resurgit dans les républiques baltes et en Arménie ne se drape pas du manteau de la *perestroïka* seulement par simple souci de protection. La région balte et l'Arménie sont les régions les plus avancées économiquement et culturellement en Union soviétique. Dans le passé, la centralisation à partir de Moscou (malgré le chauvinisme grand-russe) a tendu à agir comme égalisateur national. Maintenant, ces régions caressent l'espoir d'utiliser la décentralisation économique et la concurrence de marché comme levier pour gagner aux dépens d'autres régions plus arriérées. Quand la crise arménienne a éclaté, nous écrivions: « *Excepté quand il sert de couverture pour la contre-révolution capitaliste, nous soutenons le droit à l'autodétermination nationale pour les différents peuples d'Union soviétique, c'est-à-dire leur droit à former un Etat séparé. Nous considérons encore moins comme intouchables les frontières nationales intérieures à l'URSS, frontières que la bureaucratie du Kremlin a tracées arbitrairement* » (« Derrière la crise arménienne », le *Bolchévik* n° 82, avril). Cependant, en intensifiant les divisions nationales et les inégalités, la *perestroïka* de Gorbatchev attise le feu des antagonismes nationaux.

Ce qui, il y a une année, semblait une nuance d'opinion au sein de la direction soviétique est

Suite page 8

Réunion d'ouvriers à l'usine automobile VAZ à Togliatti. La « perestroïka » ça veut dire cadences accélérées et licenciements pour la classe ouvrière.



«Perestroïka»...

Suite de la page 7

devenu maintenant une fissure béante. Les divergences apparentes entre Gorbatchev et Ligatchev sont pourtant assez limitées. Le dirigeant n° 2 du parti ne critique pas la politique menée par Gorbatchev d'apaisement de l'impérialisme occidental, depuis le désarmement jusqu'à l'Afghanistan et l'Angola. Il a affirmé à plusieurs reprises son soutien aux réformes économiques orientées vers le marché, quoique de manière moins profonde et moins rapide que ce que voudrait Gorbatchev. La bataille s'est engagée sur la question de la *glasnost*. C'est sur cette question-là que Ligatchev a décidé des termes de l'affrontement. Egor Ligatchev n'est pas un stalinien à l'ancienne mode, ni un lourdaud survivant de l'ère Brejnev. Venu de la province, il a été introduit comme Gorbatchev dans la hiérarchie du Kremlin, au début des années 80, par feu Iouri Andropov. Il a gagné la faveur de l'austère Andropov parce qu'il avait la réputation d'être le seul premier secrétaire du parti dans une grande ville (Tomsk, Sibérie) à ne pas être corrompu.

LA LETTRE D'ANDREEVA

Ligatchev s'inquiète du fait que la *glasnost* pourrait aller (et qu'elle va déjà) trop loin. Il a commencé, au début de l'année dernière, à s'acharner sur les historiens qui dénonçaient les crimes monstrueux de Staline: «*Nous sommes pour un examen ouvert et honnête mais nous sommes absolument contre la falsification de notre glorieux passé et contre la présentation de notre histoire comme une série de déceptions et d'erreurs continues.*» Il a enjoint les historiens soviétiques d'insister sur les aspects positifs: «*Les soixante-dix ans depuis la révolution d'Octobre ont été par-dessus tout une période de triomphe de la construction socialiste*» (*New York Times*, 24 mars 1987). L'automne dernier, il a publiquement critiqué les deux défenseurs les plus bruyants de la ligne Gorbatchev, les *Nouvelles de Moscou* et *Ogoniok*.

L'acte le plus hardi des ligatchéviens pour saborder la *glasnost* a été la «*lettre d'Andreeva*». A la mi-mars, un long texte, censé avoir été écrit par un enseignant de chimie de Leningrad, mais qui aurait été rédigé par Ligatchev, paraissait dans le journal officiel de la république de Russie, *Sovietskaïa Rossia*. La «*lettre d'Andreeva*» était une diatribe hystérique dénonçant «*la glasnost, la transparence et la disparition des zones interdites à la critique*» comme «*"soufflées" dans telle ou telle mesure par les stations radio occidentales ou bien par nos compatriotes qui ne sont pas très fermes dans leur vision du fond du socialisme*» (*les Nouvelles de Moscou* n° 15, 10 avril). Cette lettre défen-



Taubman/New York Times

A Tallinn, des manifestants brandissent le drapeau de la république estonienne bourgeoise de l'entre-deux-guerres, qui fut un bastion d'antisémitisme et de fascisme.

dit Staline comme l'un des «*pionniers du socialisme*» qui mérite «*l'honneur et la dignité*». Les partisans de Ligatchev dans l'appareil s'étaient assurés de la publication de la «*lettre d'Andreeva*» dans chaque journal régional en URSS. (Les staliniens est-allemands l'ont aussi publiée.)

Ce n'est pas une coïncidence si, à ce moment-là, Gorbatchev et son bras droit Alexandre Iakovlev étaient tous deux à l'étranger. Pendant trois semaines, les intellectuels gorbatchéviens furent paralysés par cette attaque portée contre eux et orchestrée depuis les coulisses du pouvoir au Kremlin. Quand Gorbatchev est rentré de l'étranger, il a agi rapidement et efficacement pour défendre sa base. Ligatchev fut mis sur la sellette et écarté de sa position de surveillant de l'idéologie. Une réponse à la «*lettre d'Andreeva*» qui aurait été écrite par Iakovlev fut publiée dans la *Pravda* et reproduite dans *Sovietskaïa Rossia*, accompagnée de la rituelle autocritique. Maintenant, la presse soviétique déclare officiellement que «*le démocratisme est impossible sans liberté de pensée et d'expression, sans confrontation ouverte et large des opinions...*»

Le cœur de la «*lettre d'Andreeva*» est la question de Staline. Et pour une bonne raison. Présenter Staline comme un meurtrier de masse psychopathe, un ennemi du socialisme et du peuple soviétique, pose la question de la légitimité de ses héritiers, l'actuelle bureaucratie du Kremlin. Jusqu'à présent, la plupart des attaques contre Staline viennent des intellectuels néo-boukhariniens et des partisans déclarés de la «*démocratie à l'occidentale*» et non des partisans du bolchévisme authentique. Le régime Gorbatchev essaie de distinguer le «*bon*» Staline des années 1920 et du début des années 1930 du «*mauvais*» Staline de la période ultérieure. Ainsi donc, à la récente conférence du parti, l'un des conseillers les plus proches du Kremlin, Georgi Arbatov, argumentait en faveur de la limitation à dix ans de la durée du mandat des hauts responsables du parti et estimait que si seulement Staline avait pris sa retraite en 1934 — avant l'assassinat de Kirov qui a donné le signal aux purges sanglantes de tous les vieux-bolchéviks, staliniens loyaux compris —, on aurait pu épargner à l'Union soviétique tant de souffrances!

L'intelligentsia gorbatchévienne se réfère non pas à l'URSS de Lé-

onine et de la révolution d'Octobre, mais à l'URSS de Staline, de Boukharine et de la Nouvelle politique économique (NEP), quand la dégénérescence bureaucratique avait déjà renversé le cours révolutionnaire de l'Etat soviétique. Ils s'identifient aux «*professeurs rouges*», aux *spetsy* (technocrates) et aux *nepmen* (petits entrepreneurs) des années 1920. Ils considèrent que Trotsky, aussi bien que Staline, dérange leur paix, leur confort et leurs avantages sociaux. Trotsky représentait la réponse internationaliste prolétarienne aux pressions de l'impérialisme mondial sur le faible Etat soviétique — cherchant à optimiser ce qui avait déjà été réalisé à travers l'industrialisation, tout en travaillant à la révolution ouvrière

International News

Léon Trotsky, co-dirigeant de la révolution d'Octobre et fondateur de l'Armée rouge, lança une bataille internationaliste contre le «socialisme dans un seul pays» de Staline.



dans l'Occident capitaliste. Staline, derrière le mot d'ordre du «*socialisme dans un seul pays*», représentait la réponse nationaliste-bureaucratique aux pressions du capitalisme mondial.

La droite boukharinienne tentait d'ignorer et de nier de telles pressions, et ainsi défendait un programme qui aurait conduit à la destruction de l'URSS (même si ce n'était pas son intention). Comment l'Union soviétique aurait-elle pu vaincre l'Allemagne nazie si l'industrialisation avait été menée, selon le mot de Boukharine, «*à une allure de tortue*»? Evidemment, l'Histoire ne peut être simplement inversée: aujourd'hui, l'Union so-

viétique est une grande puissance industrielle et militaire. Que peut donc signifier un programme néo-boukharinien à la fin des années 1980? Une tentative pour augmenter le poids social et économique de l'intelligentsia aux dépens non seulement des apparatchiks du parti mais aussi de la classe ouvrière. Il signifie augmenter les revenus des petits-bourgeois instruits, déplacer le pouvoir économique vers les directeurs d'usines et les technocrates au nom de la concurrence de marché, favoriser une classe de petits entrepreneurs et même décollectiviser l'agriculture.

STALINISME, «PERESTROÏKA» ET CLASSE OUVRIERE

Tout au long de l'offensive de Ligatchev contre la *glasnost* dans la presse et la vie intellectuelle, une résistance passive à la *perestroïka* s'est manifestée dans la sphère économique. Les réformes au nom de «*l'autofinancement*» des entreprises ont été minées et même sabotées par les bureaucraties des ministères industriels qui utilisent les commandes d'Etat (qui ont priorité) pour tenter de maintenir leur ancien contrôle sur les entreprises. Le résultat de cette guerre de positions est une sorte d'anarchie économique bureaucratisée. A la conférence, le directeur d'une usine de construction mécanique fut fortement applaudi lorsqu'il s'est attaqué aux rapports et formulaires sans fin, en tempêtant démagogiquement: «*Vous devez tuer les gens qui produisent ce genre de choses.*» Il illustra aussi comment la *perestroïka* menace la planification centralisée et le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur — conquêtes fondamentales de la révolution d'Octobre — en remarquant: «*A parler franchement, je n'ai pas besoin de ministère. Nous*

pouvons nous en passer. Nous nous alimentons nous-mêmes, nous nous procurons nous-mêmes des devises. Que peut nous donner le ministre? Rien!» (*Etudes soviétiques*, août).

En termes d'impact économique sur la classe ouvrière, la politique de Gorbatchev représente non pas une déstalinisation, mais à plus d'un égard une restalinisation — avec l'accroissement des écarts de revenus entre managers/technocrates et travailleurs, entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, et la réintroduction du travail à la pièce. La politique ouvrière de la *perestroïka* évoque d'une manière saisissante les campagnes anti-égalitaires de Staline. La XVIII^e

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Lyon Spartacist
BP 7105
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

conférence du parti en 1941 avait décrété: « Nous devons liquider complètement la pratique pourrie de l'égalitarisme dans les salaires et réaliser l'objectif de faire du système du travail aux pièces et des primes le facteur le plus important de la lutte pour une productivité du travail accrue » (cité dans *Zakonodatelstvo o trude: kommentarii*, Moscou, 1947). Comparez cela à ce que dit Abel Aganbeguian, le principal architecte de la perestroïka: « C'est ainsi que nous voulons procéder actuellement: supprimer le nivellement apparu dans le passé, introduire une différenciation bien fondée des salaires en fonction des résultats de l'activité » (*Perestroïka, le double défi soviétique*, 1988).

Quand Staline est mort en 1953, pratiquement la totalité du prolétariat industriel était assujettie au travail à la pièce et près du tiers au travail à la pièce « progressif ». Cela signifie que ses salaires croissaient et décroissaient plus vite que sa production. La dure discipline du travail et l'extrême inégalitarisme de l'ère Staline alimentaient le mécontentement potentiellement explosif de la classe ouvrière. En conséquence, les héritiers de Staline se sont empressés d'améliorer rapidement la condition des ouvriers soviétiques. L'investissement fut réorienté de l'industrie lourde vers les biens de consommation. Les différences de revenus entre les ouvriers de la production et les managers/technocrates furent considérablement réduites. Vers la fin de la période Khrouchchev au milieu des années 1960, un peu plus de la moitié des ouvriers de la production restait encore assujettie au travail à la pièce, alors que le travail à la pièce « progressif » avait été complètement éliminé.

Alors que le régime Brejnev prenait des mesures sévères contre les intellectuels dissidents, il continuait et approfondissait la ligne « douce » vis-à-vis des travailleurs. C'était en fait, probablement, le facteur principal pour expliquer la stabilité interne exceptionnelle du règne de dix-huit ans de Brejnev. Vers la fin des années 1970, les travailleurs soviétiques étaient assurés d'un emploi et d'un modeste niveau de vie, sans avoir à travailler très dur pour l'avoir. Maintenant, tout ceci est menacé. Un article dans le *New York Times* du 10 mai notait que les travailleurs voient les effets de la perestroïka comme des attaques contre leurs droits fondamentaux au logement, à la sécurité de l'emploi et aux soins médicaux. Il décrivait un récent « licenciement à la soviétique » au port d'Ilyichevsk sur la mer Noire, se plaignant qu'il ne pouvait être effectué « qu'en respectant les règles du contrat social, qui veulent qu'on garde les gens qui ont besoin d'un emploi, et pas ceux dont l'entreprise a le plus besoin ». Les travailleurs soviétiques considéraient le chômage massif comme si inconcevable que beaucoup d'entre eux ne veulent littéralement pas croire la situation de désespoir et l'existence de sans-abri qui sévissent dans les villes américaines et d'autres villes occidentales.

Maintenant, pour surmonter la stagnation économique, la bureaucratie du Kremlin sous Gorbatchev veut utiliser le fouet de la concurrence du marché sur les travailleurs. Jusqu'à maintenant, les travailleurs soviétiques semblent perplexes et insatisfaits. La perestroïka, leur dit-on, surmontera les « années de la stagnation », conduisant à une productivité accrue et à des conditions économiques



Nickelsberg/Time

Les troupes soviétiques se retirent d'Afghanistan (ci-dessus), ouvrant la voie aux massacres perpétrés par les fanatiques islamiques. Ci-dessous, des anciens combattants au cours d'une cérémonie à la mémoire de leurs camarades tombés en faisant leur devoir internationaliste.



Faget-Armand/AFP

occidentalisées. Cependant, actuellement, la croissance économique est plus lente et l'approvisionnement en biens de consommation, et particulièrement en nourriture, est peut-être pire que dans les dernières années Brejnev. (Et le parasitisme économique, du marché noir à la prostitution, a atteint les proportions d'une épidémie, rappelant les profiteurs qui avaient fleuri à la fin de la période de la NEP.) Comme résultat de « l'autofinancement », beaucoup d'entreprises sont incapables de payer les salaires à temps. Un délégué ouvrier à la récente conférence du parti s'était exclamé: « Où est la perestroïka? La situation avec la nourriture n'a pas changé, sauf que maintenant il y a des tickets pour le sucre. La viande est toujours introuvable, les biens industriels ont disparu à certains endroits. Comprenez-moi bien, je ne dis pas tout cela pour augmenter la tension mais pour exprimer

à tous les délégués la souffrance qui torture tous les travailleurs. » Pendant combien de temps encore les travailleurs soviétiques endureront-ils cette souffrance sans protester?

Les intellectuels gorbatchéviens ne sont pas tous (seulement la plupart d'entre eux) enthousiastes pour le « socialisme de marché » et hostiles aux intérêts de la classe ouvrière. Boris Kagarlitsky, principal organisateur de la Fédération des clubs socialistes, a polémique contre les économistes du « marché libre » comme Nikolaï Chmelev. Dans un article paru dans le journal ouest-allemand *Arbeiterkampf* (2 mai), il affirme: « Certaines situations sont telles que les méthodes du marché non seulement ne résolvent pas les problèmes existants, mais préparent même des résultats catastrophiques. » La solution que propose Kagarlitsky est un amalgame confus de stalinisme libéral et de

syndicalisme: « Le caractère démocratique de la planification peut être atteint, d'un côté, à travers un système développé d'autogestion des travailleurs dans la production — de plus, non seulement au niveau de l'usine mais aussi au niveau des associations d'usines, des « firmes » entières et des branches de l'économie — d'un autre côté, il peut être assuré par une structure démocratique de l'Etat lui-même. »

D'une part, la planification est incompatible avec l'autogestion, que ce soit au niveau des entreprises individuelles ou de branches entières de l'économie. Si les entreprises contrôlent totalement leurs propres ressources et fonds d'investissement, alors, elles ne peuvent être reliées aux autres entreprises qu'à travers l'échange de leurs produits sur le marché. D'autre part, une structure démocratique ne peut être assurée qu'à travers la réappropriation par la classe ouvrière soviétique de son pouvoir politique au travers des organes de la démocratie soviétique comme en Octobre 1917. Mais en l'absence d'une perspective internationaliste-révolutionnaire opposée à toutes les variantes du stalinisme, les grèves et les protestations ouvrières pourraient être détournées vers un soutien aux réformateurs gorbatchéviens promettant la « démocratisation » ou même vers les stalinistes vieille ligne utilisant la démagogie populiste. « L'autoréforme » de Gorbatchev est une illusion; l'appareil bureaucratique doit être brisé, et il n'est pas exclu qu'au cours d'une révolution politique des secteurs assez grands de la bureaucratie scissionnent et passent du côté du prolétariat.

BRISER L'IMPERIALISME PAR LA REVOLUTION MONDIALE

La crise actuelle du régime stalinien en Union soviétique est directement liée à la pression croissante du militarisme impérialiste américain — la deuxième guerre froide. Le régime Gorbatchev a réagi à cette pression en adoptant une politique d'apaisement global qui s'est manifestée de la manière la plus frappante par le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Cette trahison prépare un terrible bain de sang, avec les coupe-gorge islamiques de la CIA qui sont résolus à assassiner chaque femme dévoilée, chaque militant de gauche et chaque intellectuel moderniste de ce pays. Il y a cependant, en Union soviétique, des gens et particulièrement les anciens combattants de la guerre afghane qui comprennent cela et qui n'aiment pas cette capitulation de Gorbatchev. Les *afghantsy* sont une force qui

Suite page 10

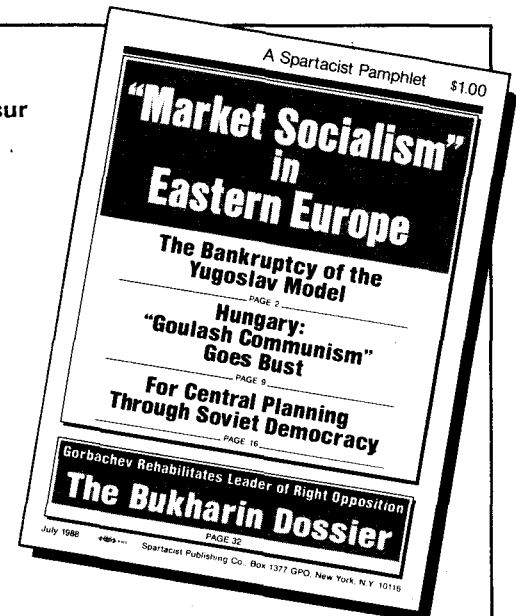
VIENT DE PARAITRE (EN ANGLAIS) !

La récente série d'articles de « Workers Vanguard » (journal de la SL/US) sur l'économie des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est a été reproduite sous forme de brochure. « Market Socialism » in Eastern Europe analyse la situation économique en Yougoslavie, Hongrie, Allemagne de l'Est, dans le contexte de la « perestroïka »; aux réformes de Gorbatchev orientées vers le marché, il oppose le programme trotskyste pour une économie planifiée basée sur la démocratie ouvrière. (12 F port inclus)

TOUJOURS DISPONIBLE!

Pourquoi l'économie collectivisée de l'URSS, malgré la dégénérescence bureaucratique stalinienne, constitue la base de la construction du socialisme. Cette brochure réfute les diverses théories antimarxistes des maoïstes, de la « nouvelle gauche » et des partisans du « troisième camp », reflet idéologique de la haine des impérialistes envers l'URSS. (12 F port inclus)

Ecrire au « Bolchévik » : B. P. 135 — 10, 75463 Paris Cedex 10



Angola ...

Suite de la page 12

sans précédent pour le régime d'apartheid. L'armée sud-africaine, qui doit faire face à la poursuite de l'agitation noire dans les *townships* et au mouvement de refus de la conscription qui se développe parmi les Blancs libéraux, a été obligée de mobiliser des réservistes. Maintenant, même la conservatrice Eglise hollandaise réformée afrikaaner demande que l'Afrique du Sud se retire d'Angola.

Castro affirme que « l'histoire de l'Afrique devra être écrite avant et après Cuito Cuanavale ». Pourtant, le titre de l'article de *Granma* annonçant les impressionnants triomphes militaires cubains en Angola était : « Nous ne voulons pas une victoire militaire sur l'Afrique du Sud, nous voulons une solution équitable. » Les staliniens cubains sont prêts à dilapider à la table des négociations les gains durement acquis sur le champ de bataille ; ils veulent arriver à un accord avec l'axe Washington/Pretoria parce que, comme leurs maîtres à penser soviétiques, ils recherchent la « coexistence pacifique » avec les bellicistes impérialistes de la Maison Blanche. Aujourd'hui, le *New York Times* (14 juillet) relate que l'accord signé prévoit notamment la formation d'un « nouveau gouvernement d'unité nationale » à Luanda, gouvernement auquel participeraient « les forces rebelles soutenues par les Etats-Unis et dirigées par Jonas Savimbi ».

Les accords sur l'Angola sont une retombée du sommet Reagan-Gorbatchev à Moscou. De tels accords ne font qu'encourager les im-

périalistes à perpétrer de nouvelles agressions, menaçant au bout du compte les acquis de la révolution d'Octobre. Mais il pourrait bien ne pas être si facile que ça pour Moscou d'« éteindre » les « points chauds régionaux » en Afrique australe. L'Afrique du Sud — et les Etats-Unis — veulent que les Cubains se retirent immédiatement afin d'avoir eux-mêmes les mains libres dans la région, tandis que Cuba et l'Angola ont insisté d'abord sur des garanties pour la sécurité de l'Angola et l'indépendance de la Namibie, deux choses qui nécessitent le retrait des troupes sud-africaines. Ces derniers mois, l'UNITA a intensifié le transfert de ses bases logistiques au Zaïre, pays soutenu par les Etats-Unis au nord de l'Angola. Et Washington déclare maintenant que puisque l'UNITA n'est pas signataire du traité, il continuera à lui livrer des armes.

Si le Kremlin fait pression sur le régime de Luanda pour qu'il capitule, ce dernier fait depuis un certain temps des avances à Washington : malgré sa coloration « socialiste », qu'adoptent pratiquement tous les mouvements nationalistes du « tiers monde », le MPLA (qui s'appelle maintenant Parti du travail) a toujours cherché à construire un Etat bourgeois. Le régime de Luanda, étroitement dépendant du complexe pétrolier de la Gulf Oil pour ses ressources en devises, a déployé presque la moitié de la garnison cubaine dans le nord, où une grande partie de ces troupes protègent les installations pétrolières de Cabinda. Dès le moment où elles sont venues en aide à l'Etat noir angolais en 1975, nous avons soutenu les troupes cubaines qui combattent les forces soutenues

par la CIA et l'Afrique du Sud — sans donner aucun soutien politique aux nationalistes petits-bourgeois au pouvoir à Luanda.

Aujourd'hui, après plus de dix ans de guerre civile, l'Angola est en ruines, et le régime de ce pays frappé par la misère — comme tous les autres Etats noirs de la « ligne de front », depuis le Mozambique jusqu'au Zimbabwe — ne voit pas d'autre solution que de marchander le pays auprès des impérialistes. L'authentique émancipation sociale et nationale des Etats post-coloniaux d'Afrique australe, en proie aux divisions tribales à l'intérieur de frontières arbitrairement tracées par leurs anciens maîtres impérialistes, est inextricablement liée à la révolution prolétarienne qui sera menée par la classe ouvrière noire d'Afrique du Sud, la puissance industrielle de la région.

Or c'est précisément à cette perspective que s'opposent les staliniens de Moscou et de La Havane.

Des « experts » soviétiques ont récemment conseillé à l'African National Congress d'éviter de parler du « socialisme », et ont même remis en cause le principe que la majorité doit gouverner en proposant un « parlement bicaméral qui donnerait à la minorité blanche un veto effectif » (*Los Angeles Times*, 5 février) ! Mais de même que la défaite de l'incursion sud-africaine en Angola en 1976 a aidé au déclenchement du soulèvement de Soweto, de même un authentique parti communiste en Afrique du Sud pourrait utiliser le choc provoqué par les récentes défaites militaires pour faire avancer, contre l'apartheid, la lutte révolutionnaire du puissant prolétariat noir, lutte qui porte en elle la libération de l'Afrique noire des chaînes de l'impérialisme.

Non à la trahison en Angola ! Pour la révolution ouvrière en Afrique du Sud !

Traduit de Workers Vanguard n°458



Savimbi, le fantôme de la CIA et de l'Afrique du Sud, avec Reagan

« Perestroïka » ...

Suite de la page 9

s'exprime de plus en plus, qui manifeste dans les rues et qui adhérerait en grand nombre au parti communiste.

Actuellement, même Brejnev est présenté comme un aventurier gauchiste dans les affaires internationales. Le régime Gorbatchev se fait l'écho de la ligne reaganienne qui prétend que c'est l'agressivité soviétique et non l'intransigeance de l'impérialisme américain qui est responsable de la deuxième guerre froide. Ceci est clairement expliqué, dans un article récent publié dans *Literatournaïa Gazeta*, par un certain Vyacheslav Dashichev, idéologue en vue de l'Institut pour une économie socialiste mondiale à Moscou : « Nous sommes convaincus que la crise a été, principalement, provoquée par les mauvais calculs et l'approche incompétente de la direction Brejnev vis-à-vis de la politique étrangère [...]. Pour l'Occident, l'expansion de la sphère d'influence soviétique a atteint un seuil critique quand l'URSS a envoyé des troupes en Afghanistan » (*Manchester Guardian Weekly*, 29 mai).

Les gorbatchéviens dénoncent et se proposent de revenir sur les quelques cas où le régime Brejnev avait soutenu matériellement les luttes progressistes et de libération nationale dans ce qu'on appelle le tiers monde. Ayant commencé par l'abandon de l'Afghanistan, maintenant, Moscou fait pression sur le gouvernement nationaliste de gauche en Angola pour qu'il accepte le renvoi des troupes cubaines qui étaient arrivées dans ce pays lorsque l'armée sud-africaine avait entrepris de l'envahir en 1975-76.

Moscou a également offert de couper toute aide militaire au Nicaragua sandiniste si Washington arrête de financer les contras. Et afin de calmer Washington et Pékin, le Kremlin fait pression sur le Vietnam pour qu'il retire ses troupes du Kampuchéa, dont le peuple a été sauvé par le Vietnam de l'indélicible horreur de Pol Pot. A cette fin, Moscou menace de réduire son aide pitoyablement insuffisante aux Vietnamiens, dont les sacrifices et l'héroïsme incroyables ont infligé à l'impérialisme américain la plus grande défaite de son histoire.

Alors que Gromyko était largement connu dans les cercles diplomatiques occidentaux comme « M. Nyet », maintenant, ils appellent Gorbatchev « M. Da ». Mais, la politique d'apaisement du Kremlin a seulement enhardi l'impérialisme occidental à aller de l'avant vers son ultime objectif de détruire l'Union soviétique. L'idéologue de guerre froide — de Harvard — Adam Ulam écrit triphalement que l'évacuation des troupes soviétiques d'Afghanistan représente « ce qui a été un objectif cardinal de la politique étrangère américaine au moins depuis 1947 — contenir et même « refouler » l'impérialisme soviétique » (*Los Angeles Times*, 25 mai). Croyant qu'ils ont « refoulé » avec succès le pouvoir soviétique en Afghanistan, les dirigeants américains vont intensifier leurs efforts pour refouler le pouvoir soviétique en Europe de l'Est. A cette fin, comme l'admet maintenant même le *New York Times* (10 juillet), Washington fait parvenir des millions de dollars vers le « syndicat » polonais contre-révolutionnaire Solidarnosc.

Pour sa part, la bureaucratie du Kremlin forgée sous Staline s'oppose à toute perspective de révolution prolétarienne pour détruire

l'impérialisme occidental. De fait, le triomphe idéologique de Staline est si total que l'intelligentsia soviétique d'aujourd'hui accepte le « socialisme dans un seul pays » comme une donnée (sauf pour ceux qui sont pour la restauration du capitalisme). Toutes les attaques dirigées contre les crimes de Staline dans la presse soviétique et les travaux littéraires sont focalisées sur le terrain national. Il n'y a ni préoccupation ni intérêt pour la direction catastrophique de Staline (et de Boukharine) qui a fait échouer la Révolution chinoise au milieu des années 1920 ; l'étranglement de la Révolution espagnole de la fin des années 1930 comme gage aux impérialismes britannique et français ; ou le désarmement des partisans communistes en France, en Italie et en Grèce dans le cadre de la division de guerre froide de l'Europe.

La conviction profonde dans l'internationalisme socialiste, qui a animé leurs grands-parents, a totalement disparu chez les intellectuels soviétiques d'aujourd'hui. C'est vrai même pour ceux qui revendiquent une opposition au stalinisme au nom d'un marxisme authentique, de Kagarlitsky à Roy Medvedev. Medvedev d'un proscrit est devenu sous Gorbatchev un « prophète honoré » (*Newsweek*, 4 juillet). Dans son livre *Staline et le stalinisme* (1979), Medvedev rejette le trotskysme comme « gauchisme » et la Quatrième Internationale comme une secte donquichottesque. Sa conception néo-boukharinienne exclut la possibilité de révolution prolétarienne dans tout pays occidental. Pour Medvedev, la révolution d'Octobre est un événement unique aussi bien du point de vue national que du point de vue historique ; sa principale valeur est

d'avoir jeté les bases pour la modernisation de la Russie. Une telle conception nationaliste peut seulement renforcer l'emprise idéologique de l'impérialisme sur ses propres classes ouvrières.

Pour Lénine aussi bien que pour Trotsky, la Révolution bolchévique était la première grande victoire de la révolution socialiste mondiale. Les travailleurs soviétiques qui résistent aux effets de la *perestroïka*, ceux qui se méfient de la politique d'apaisement de l'impérialisme de Gorbatchev, ceux qui luttent contre le chauvinisme grand-russe au nom de l'internationalisme prolétarien trouveront dans le trotskysme leur propre réponse de classe à la corruption, à la stagnation économique et au cynisme politique engendrés par le régime bureaucratique. Cette réponse est la révolution politique prolétarienne pour chasser l'oligarchie du Kremlin, restaurer la démocratie soviétique et la planification économique socialiste. Cette réponse est la perspective trotskyste de « révolution permanente », avec l'extension de l'Octobre russe aux pays capitalistes avancés de l'Amérique du Nord, de l'Europe de l'Ouest et du Japon.

Pour une économie planifiée basée sur la démocratie soviétique ! L'histoire soviétique appartient aux peuples soviétiques — Ouvrez les archives ! Pour la défense inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution interne ! Reprendre l'étendard de l'Opposition de gauche bolchévique-léniniste, lutter pour une section soviétique d'une Quatrième Internationale reforgee, c'est la seule voie réaliste qui peut sauver les peuples soviétiques et toute l'humanité d'un holocauste nucléaire déclenché par l'ordre capitaliste décadent.

Traduit de Workers Vanguard n°458

SNCF...

Suite de la page 5

ment d'Argenton-sur-Creuse, respectivement trente et un et quarante-trois morts. Même si, évidemment!, la « justice » bourgeoise a condamné (à des peines avec sursis) les agents impliqués, elle a bien été obligée de reconnaître les « carences » et les « imperfections certaines » des systèmes de sécurité de la SNCF. Le tribunal de Cahors, jugeant de Flaujac, souligne même « l'imprévoyance de la SNCF » : « Alors qu'elle avait connaissance des dangers et risques que représentait le système de sécurité, la SNCF a maintenu ces dispositifs en n'y apportant aucun remède » (le Monde, 3-4 juillet).

En vérité, il n'y aurait pas eu de Flaujac si les deux trains qui se sont percutés de plein fouet sur une voie unique le 3 août 1985 avaient été, par exemple, équipés de radio-téléphone, ce qui aurait permis de prévenir les conducteurs qu'ils avaient été dirigés, par erreur, l'un contre l'autre. De même, dans l'accident de Toulouse du 19 juillet dernier, le train arrêté en panne n'avait pas de radio et le train tamponneur, qui le suivait, n'avait qu'une radio... à l'arrière du train! (A noter qu'il y a quarante ans que s'est généralisé sur les trains soviétiques l'emploi de localisateurs-radio indiquant au mécanicien la distance à laquelle se trouve le train qui le précède. Cf. la Vie du rail n° 2151, 30 juin.) Il n'y aurait pas eu non plus d'Argenton-sur-Creuse avec un contrôle automatique de vitesse (COVIT) qui stoppe un train en cas de dépassement de la vitesse réglementaire. Ce système existe mais seulement pour le TGV et, pour les autres lignes, en « expérimentation » sur la ligne Paris-Rouen. Le TGV, qui n'a pas connu un seul incident sérieux depuis sa mise en service en 1981, est précisément la preuve que même la technologie actuelle est capable d'offrir une meilleure efficacité et sécurité. C'est que la bourgeoisie française voit aujourd'hui dans le TGV une marchandise exportable, source de plantureux profits. Pour le reste du réseau, n'importe comment les autres voyageurs, et particulièrement banlieusards charriés dans des gares parisiennes surchargées, sont des « passagers captifs », obligés d'utiliser le train tous les jours malgré une dégradation continue et une hausse, inversement proportionnelle, des tarifs!

Le gouvernement Mitterrand a réagi à la colère provoquée par les catastrophes ferroviaires par de grandes déclarations sur la sécurité et par le limogeage du PDG Rouvillois. Hypocrisie! C'est ce même gouvernement qui, dès 1981, a géré ce système capitaliste criminel, basé non sur la satisfaction des besoins humains mais sur la recherche du profit maximum; il a fait des coupes sombres à la SNCF, organisant ces dernières années la suppression de 10 000 emplois par an. Il y a deux ans, Rouvillois avouait cyniquement que la SNCF « était parvenue à la limite financière au-delà de laquelle la sécurité du service public était mise en cause ». La SNCF, au même titre que n'importe quelle entreprise capitaliste, « restructure ». En vingt ans, c'est près d'un tiers de ses effectifs qui ont été supprimés, sans compensation (sauf pour le TGV) en système matériel de sécurité et même avec des moyens financiers drastiquement réduits pour renouveler/moderniser, compléter ou

même entretenir le matériel, réparer les voies, former les cheminots, etc. Conséquence: dégradation d'un parc ferroviaire par ailleurs de plus en plus vétuste. Selon la Vie du rail (n° 2157, 25 août), « depuis 1979 la baisse des effectifs de la fonction Matériel atteint 21,7% », alors que, dans le même temps, le nombre de locomotives et autres motrices n'a baissé que d'environ 3%. Des ateliers d'entretien sont fermés. Les rames de banlieue ne sont plus inspectées que tous les trente jours, contre dix-sept auparavant. « Nous conduisons parfois des trains qui auraient dû être révisés au dépôt mais qui n'ont pu l'être en raison des compressions d'effectifs », déclare un « roulant » (le Figaro, 8 août).

Avec cette politique de « rentabilisation » tous azimuts, la SNCF réussit aujourd'hui le prodige d'équilibrer pratiquement ses comptes tout en versant chaque année aux banques dix milliards de francs, le quart de ses recettes. Avant d'être remercié précipitamment par Mitterrand-Rocard, Rouvillois venait d'ailleurs d'être chaudement félicité par la Cour des comptes: « La SNCF se redresse plus vite que prévu. Elle n'a perdu que 4.370 milliards de francs en 1985 [...] et 1.831 milliard en 1987 (contre 2.200 prévus) » (le Monde, 26 juillet). C'est cette SNCF « redressée » et « rationalisée » qui, depuis 1985, a assassiné 144 voyageurs et 138 cheminots victimes d'« accidents » du travail...

« La course au profit est incompatible avec les notions mêmes de service public » expliquent le PCF et la CGT. Mais c'est précisément pour les besoins de la course au profit que l'Etat de la bourgeoisie a créé des « entreprises publiques » comme la SNCF, la RATP ou l'EDF. Dans les conditions de l'anarchie capitaliste, certains services et produits indispensables ne sont pas suffisamment rentables pour que des capitalistes privés puissent en assurer la fourniture dans des conditions et à des prix satisfaisants. C'est pourquoi ce sont aujourd'hui des « entreprises publiques » qui alimentent en gaz et en électricité les entreprises privées françaises et transportent leurs matières premières et leurs produits finis — le tout à des prix de faveur, tandis que le « public », et particulièrement la population travailleuse, paie le prix fort.

Il est et sera toujours impossible, sous le capitalisme, de mettre vraiment ces « services publics » au service des besoins sociaux. Pourtant, le fonctionnement même d'entreprises comme les PTT, l'EDF ou la SNCF, sans parler du développement cohérent (c'est-à-dire nécessairement planifié) de leur prodigieux appareil administratif et technique centralisé qui pousse ses ramifications jusqu'aux coins les plus reculés du pays, entre chaque jour davantage en conflit avec l'irrationalité inhérente au fonctionnement d'une économie capitaliste. La seule manière pour le prolétariat de résoudre cette contradiction n'est pas de lutter pour une impossible « démocratisation du service public » sous le capitalisme, mais de se battre pour arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie pour entreprendre la réorganisation socialiste de la France dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Là aussi, le caractère international de l'activité d'une entreprise comme la SNCF est une preuve vivante que le socialisme ne se réalisera qu'en brisant le carcan réactionnaire de l'Etat-nation, véritable lit de

Procuste qui estropie les forces productives. Le « socialisme aux couleurs de la France » n'est qu'une utopie chauvine.

L'importance d'une entreprise comme la SNCF pour la vie même du pays est telle que toute lutte sérieuse contre les attaques de la direction y devient immédiatement un conflit direct avec le gouvernement et l'Etat bourgeois tout entier. On l'a bien vu pendant la grande grève des cheminots en janvier 87, qui fit chanceler la chiraquie. A l'époque, nous insistions que « la situation exigeait une direction capable d'étendre la grève et de la porter au niveau de ses véritables enjeux » (le Bolchévik n° 70, février 1987). Les grévistes, avec raison, n'allèrent pas chercher une telle direction du côté du PCF, discrédité par sa participation récente au gouvernement Mitterrand-Mauroy (avec comme ministre des Transports Charles Fiterman) et prisonnier de sa stratégie d'alliance avec Mitterrand et le PS. Mais ils ne pouvaient pas non plus la trouver du côté des pseudo-trotskyistes de la LCR et de LO qui étaient alors à la tête des « coordinations » des grévistes. Car si la LCR n'avait d'autre « perspective » que de remettre au pouvoir Mitterrand, LO cherchait désespérément à réduire ce qui était un affrontement politique entre le gouvernement et des grévistes qui paralysaient le pays entier à une simple « grève économique » corporatiste. Contre cette vision étriquée, nous écrivions: « Pour triompher de l'obstacle des directions réformistes, qui ne veulent pas toucher à l'ordre capitaliste, il faut un parti révolutionnaire avec une perspective politique: un gouvernement ouvrier qui exproprie la bourgeoisie et brise la résistance des exploités. Il faut vouloir prendre le pouvoir » (Ibid.)

Dans cette société capitaliste moribonde, il n'y a pas de marge de manœuvre pour dépenser pour la sécurité, la santé ou un travail décent pour tous. Pour satisfaire des besoins sociaux comme le transport dans des conditions de sécurité et de confort, et à bon marché, il faudra que la classe ouvrière arrache la société à l'emprise mortelle du capitalisme en instaurant son propre pouvoir révolutionnaire, exproprie la bourgeoisie et reconstruise l'économie, sinistrée, sur les bases rationnelles de la planification socialiste. ■

La Courneuve...

Suite de la page 2

s'arrête pas là, car non seulement le lendemain on peut lire dans l'Humanité: « James Marson, maire communiste de La Courneuve a condamné les violences, en s'étonnant de la faiblesse du dispositif mis en place par les policiers » (l'Humanité, 15 juillet), mais de plus un tract crapuleux de la section PCF de La Courneuve distribué dans la cité déclare à propos des affrontements entre les jeunes et les flics: « Qui va tirer profit de ces actes de vandalisme si ce n'est le racisme, l'exclusion, la division, tous ces maux dont l'idéologie fascisante de Le Pen est porteuse. » Municipalisme oblige! Gérer loyalement le capitalisme et le cortège de violences qu'il engendre ou lutter réellement pour la défense des opprimés: les militants honnêtes du PCF doivent choisir.

Une partie de la jeunesse de ce pays est composée de ces enfants de la deuxième génération auxquels ce système pourrissant est inca-

pable d'offrir un avenir décent. Leur marginalisation grandissante, produit de la crise du capitalisme, et contre laquelle les partis réformistes à genoux devant leur propre bourgeoisie sont impuissants à lutter, est lourde de conséquences dangereuses. Car la ségrégation et le désespoir secrètent le lumpénisme et la lente autodestruction physique. Mais ils offrent aussi un terrain propice à l'emprise accrue de la religion, traditionnel opium du peuple, et certains de ces jeunes peuvent aujourd'hui voir dans le retour à l'Islam de leurs pères la possibilité illusoire d'arracher une certaine dignité au milieu des conditions dégradantes qui leur sont imposées. Mais pire encore, cette exclusion sociale peut apporter des forces vives au mouvement profondément réactionnaire des Frères musulmans, dont le programme social est particulièrement dangereux pour les femmes qu'ils veulent, entre autres, maintenir dans le carcan médiéval du voile.

Il existe une autre voie. L'immense manifestation pour la mort de Malik Oussekine, tué par les flics en 1986, a montré le potentiel explosif d'une lutte unifiant Français et immigrés. La bourgeoisie voit les Beurs comme une « classe dangereuse » car leur seul avenir réside dans la destruction de la société capitaliste. Il leur faut pour cela prendre leur place dans la construction d'un authentique parti révolutionnaire luttant pour le pouvoir de la classe ouvrière à la tête de tous les opprimés. ■

Pologne...

Suite de la page 3

trotskyistes clandestines. Cela ne s'est pas fait. Cette bataille politique reste à mener.

C'est seulement en se plaçant sur le terrain de l'internationalisme prolétarien que les ouvriers polonais peuvent efficacement en appeler aux ouvriers soviétiques, qui ont leurs propres raisons pour s'opposer aux réformes de Gorbatchev orientées vers le marché. Simultanément, les ouvriers révolutionnaires de Moscou, Varsovie et Berlin-Est auraient l'autorité morale pour en appeler aux ouvriers d'Europe occidentale et des Etats-Unis contre la guerre économique impérialiste contre l'Europe de l'Est.

L'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé polonais a été établi par une révolution sociale réalisée en haut par l'URSS de Staline un lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Depuis maintenant plusieurs années, on fait croire aux ouvriers polonais que leurs libérateurs sont au Vatican et à la Maison Blanche. En réalité, Wojtyla et Reagan, agissant par l'intermédiaire de Solidarność, ont intrigué pour provoquer en Pologne une contre-révolution sanglante, une étape vers la destruction de l'Union soviétique. Et, pour aider à tromper la classe ouvrière polonaise, il y eut les sociaux-démocrates occidentaux, les eurocommunistes et les pseudo-trotskyistes qui, comme Krivine, crient depuis des années: « Solidarité avec Solidarność! »

C'est seulement en retournant à la voie de l'internationalisme prolétarien, dont les exemples furent Rosa Luxemburg et le Parti communiste polonais des premiers temps, que les ouvriers polonais pourront se libérer de la bureaucratie stalinienne et des vampires du FMI. Pour un parti trotskyste en Pologne, section d'une Quatrième Internationale reforgée. ■



AFP



Soldier of Fortune

Les troupes et l'armement soviétiques (à gauche) ont permis d'arrêter l'invasion sud-africaine (à droite).

Les fruits amers de l'illusoire «coexistence pacifique»

Angola: l'accord pourri avec l'apartheid

Le 13 juillet, les négociateurs sud-africains, angolais et cubains à New-York annonçaient qu'ils avaient abouti à un accord sur les « principes de base » d'un plan pour mettre fin à treize ans de guerre en Angola. Négociés sous les auspices de Chester Crocker, l'homme de Reagan pour les affaires africaines, au cours d'une réunion secrète de trois jours sur l'île du Gouverneur, dans le port de New-York, ces « principes » engagent l'Angola et Cuba à un « retrait total et par étapes des troupes cubaines » d'Angola. En échange, l'Afrique du Sud accepte d'appliquer une résolution des Nations unies vieille de dix ans qui demande la réduction du nombre de soldats sud-africains en Namibie (Sud-Ouest africain) et des élections sous le contrôle de l'ONU dans ce territoire.

Mais les troupes cubaines et les armes soviétiques ont été les facteurs militaires décisifs pour mettre en échec les projets de Pretoria visant à transformer l'Angola en Etat néo-colonial vassal et ce depuis que, en 1975, les troupes sud-africaines ont envahi ce pays qui venait d'accéder à l'indépendance. Cet accord pourri, juste après le retrait soviétique d'Afghanistan, est un nouveau résultat de la politique conciliatrice de Mikhaïl Gorbatchev vis-à-vis de l'impérialisme américain. Si cet accord est appliqué, il offrira sur un plateau d'argent au régime d'apartheid l'Angola et ses richesses pétrolières. Et c'est d'autant plus rageant qu'il intervient quelques semaines seulement après que les forces cubaines et angolaises ont, ensemble, flanqué

une raclée aux troupes sud-africaines.

Il y a un an, les troupes sud-africaines avaient envahi à nouveau l'Angola pour venir en aide à leur fantoche Jonas Savimbi et à ses mercenaires de l'UNITA dans leur guerre contre le régime nationaliste angolais allié aux Cubains et aux Soviétiques. Savimbi recevait également de la CIA, depuis 1975, une aide « clandestine » d'au moins quinze millions de dollars par an. L'aide américaine comprend maintenant des missiles sol-air Stinger qui ont été utilisés pour abattre un avion de ligne angolais, un acte qui provoqua la mort de plus de cent passagers. A la fin de l'année dernière, plus de six mille soldats sud-africains munis d'armes lourdes ont attaqué Cuito Cuanavale, une base logistique gouvernementale vitale dans le sud de l'Angola et, en janvier, elles ont déversé sur cette ville plus de deux cents obus par jour.

En réponse à cette offensive, le président cubain Fidel Castro, d'après le quotidien gouvernemental cubain *Granma* du 12 juin, a offert au régime de Luanda des renforts, dont « les meilleurs pilotes cubains de MIG-23, jusqu'à ce que la supériorité aérienne et antiaérienne sur l'ennemi soit assurée ». Les premiers éléments des renforts cubains arrivèrent à Cuito le 5 décembre, accompagnés de chars soviétiques, d'hélicoptères d'attaque MI-24 et de batteries de missiles SAM anti-aériens. Au cours d'une série de batailles livrées dans les premiers mois de 1988, ces troupes taillèrent en pièces les forces de l'apartheid. La dernière attaque sud-africaine

fut repoussée le 23 mars, l'armée de Pretoria en débandade évacuant l'Angola pour se replier en Namibie.

En mai, les Cubains, après avoir reçu des renforts estimés à huit mille soldats supplémentaires, se lancèrent à la poursuite des forces sud-africaines en retraite; un nouvel engagement eut lieu fin juin à Calueque, à seulement douze kilomètres de la frontière namibienne. Une force combinée cubano-angolaise de six cents fantassins, trente-cinq chars et une douzaine de MIG pilotés par des Cubains, renforcée par des guérilleros namibiens de la SWAPO (South West Africa People's Organisation) aurait bombardé le barrage de Calueque et infligé ce que le *Jane's Defence Weekly*, organe officieux de

l'OTAN, décrit dans son numéro du 9 juillet comme « des pertes parmi les plus lourdes subies par les forces de défense sud-africaines [...] au cours de ces treize ans de guerre ».

Quand Pretoria annonça que douze soldats blancs étaient morts, cela provoqua un terrible choc dans toute l'Afrique du Sud. (Comme d'habitude, les Sud-Africains n'ont pas mentionné les pertes parmi les troupes noires qui constituent la grande majorité de leurs forces en Angola.) Comme l'Israël sioniste, l'Afrique du Sud, le pays de la domination blanche, est sous le choc quand un seul soldat blanc est tué au combat par des Noirs. Cette bataille constitue une défaite militaire

Suite page 10

B. E. Trainor/NY Times



Troupes sud-africaines en Namibie